



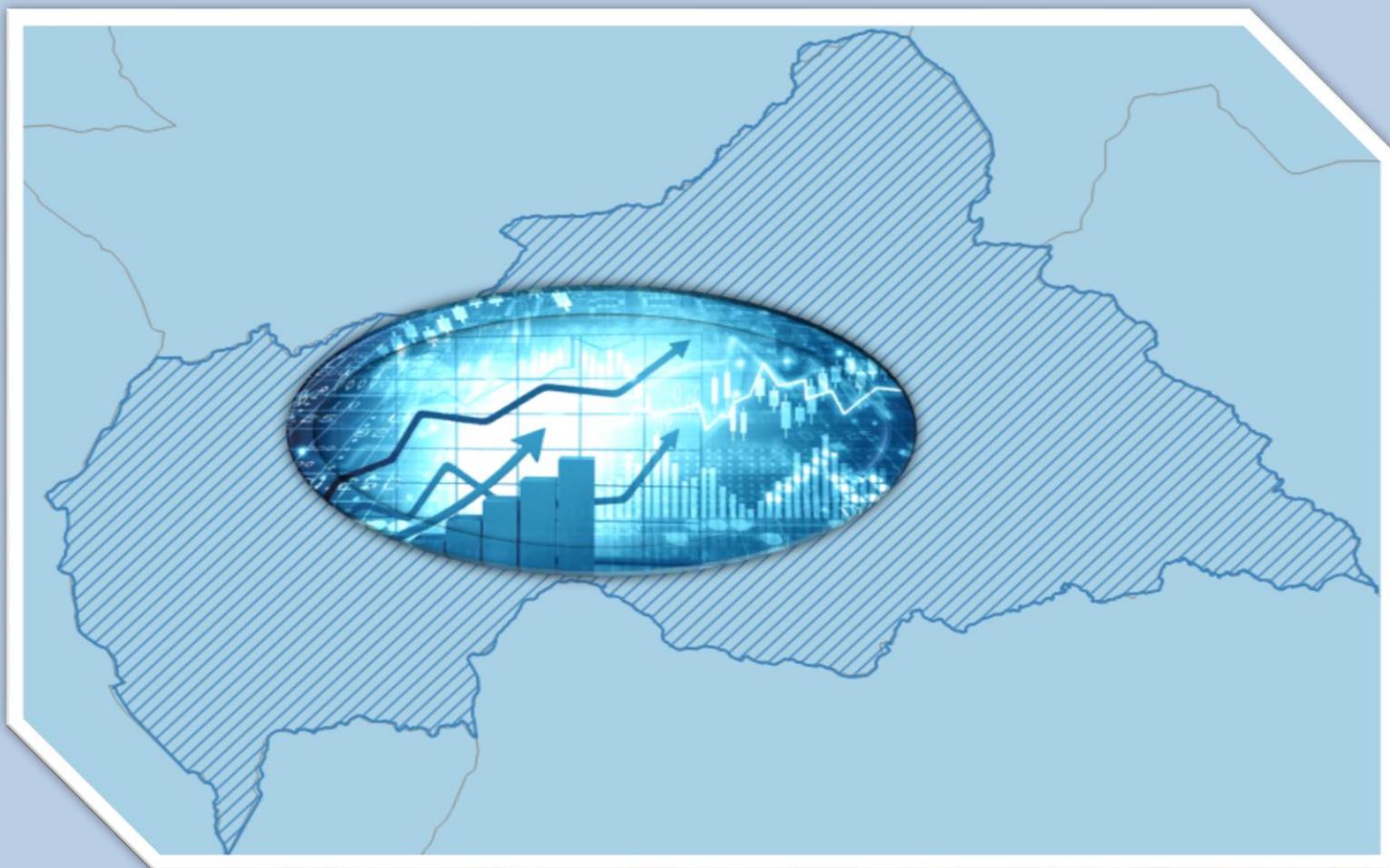
MINISTÈRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR ET DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

DIRECTION DE LA DETTE ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT



RAPPORT DE GESTION DE LA DETTE 2023



Mars 2024, version provisoire

SIGLES ET ABBREVIATIONS

Sigles	Abréviations
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BICEC	Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
BTA	Bons du Trésor Assimilables
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CRCT	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CUT	Compte Unique du Trésor
DDPE	Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
ENERCA	Energie Centrafricaine
EPA	Etablissement Public Administratif
EPIC	Etablissement Public Industriel et Commercial
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
GSIC	Global Service et Investissement Entreprise
IDA	Internationale of Développement Association
IPPTE	Initiatives envers les Pays Pauvres Très Endettés
OFID	Fonds de l'OPEP ¹ pour le Développement International
ONM	Office National du Matériel
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
PIB	Produit Intérieur Brut
PPP	Partenariat Public-Privé
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RCA	République Centrafricaine
SGC	Société Générale du Cameroun
SOCATEL	Société Centrafricaine de Télécommunication
SODECA	Société de Distribution d'Eau en Centrafrique
SYGADE	Système de Gestion et d'Analyse de la Dette
SVT	Spécialistes en Valeur du Trésor
UBA	United Bank for Africa
UPU	Union Postale Universelle

¹ Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Emission des titres publics et taux de réalisation en 2023	5
Tableau 2 : Evolution des décaissements 2021 au 2023	9
Tableau 3 : Evolution des Titres Publics levés par le Trésor Public entre 2021-2023	10
Tableau 4 : Service de la dette publique 2021-2023	11
Tableau 5 : Règlements de la dette publique entre 2021 au 2023	12
Tableau 6 : Règlements en principal et intérêts en 2023	13
Tableau 7 : Evolution des arriérés de la dette 2021-2023	14
Tableau 8 : Évolution de l'encours de la dette publique (voir avec la base)	16
Tableau 9 : Stock de la dette 2021-2023	17
Tableau 10 : Stock de la dette publique par devises	19
Tableau 11 : Situation synthétique et partielle des contributions de l'Etat en 2023	20
Tableau 12 : Situation provisoire du portefeuille de l'Etat	21
Tableau 13 : Situation des dividendes	21
Tableau 14 : Situation des créances de l'Etat	22
Tableau 15: Dettes des établissements publics EPIC/EPA	22
Tableau 16 : Situation des dettes dues par l'État	23
Tableau 17 : situation des dettes des entreprises à l'égard des organismes sociaux	24
Tableau 18 : Situation des dettes des Société d'Etat	24
Tableau 20 : Situation des dettes de la Mairie de Bangui (CS pour la correction)	25
Tableau 21: Evolution du taux d'endettement de 2021 à 2023	26
Tableau 22: ratio de solvabilité de 2021 à 2023	27
Tableau 23 : Récapitulatif des formations et ateliers en 2023	31



LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Emission des titres publics en 2023.....	6
Figure 2 : Evolution des décaissements 2021-2023.....	10
Figure 3 : Évolution des Titres Publics levés par le Trésor Public entre 2021-2023.....	11
Figure 4 : Evolution du service de la dette publique 2021-2023.....	12
Figure 5 : Evolution des règlements de la dette publique 2021-2023.....	13
Figure 6 : Situation de règlements en principal et des intérêts de 2023.....	14
Figure 7 : Evolution des arriérés de la dette publique 2021-2023.....	15
Figure 8 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2021 à 2023.....	16
Figure 9 : Evolution du stock de la dette 2021-2023.....	18
Figure 10 : Répartition du stock de la dette publique en 2023.....	19
Figure 11 : Répartition du stock de la dette par devises en 2023.....	20
Figure 12 : Situation de la dette des Sociétés d'Etat.....	25
Figure 13: Evolution des ratios de solvabilité 2021-2023.....	27
Figure 14 : Evolution des ratios de solvabilité 2021-2023.....	28
Figure 15 : Profil de la dette publique 2023-2028.....	30



PRÉFACE

La dette publique est l'ensemble des engagements financiers de l'Etat, ses collectivités publiques et ses organismes pris sous formes d'emprunts à une date déterminée. Elle est le résultat des flux de ressources empruntées et remboursées par l'Etat. Certains engagements de la dette sont directement signés par l'Etat, qui sont des dettes directes, tandis que d'autres sont seulement garanties par l'Etat et sont dites indirectes.

L'insuffisance des recettes publiques à financer l'ensemble des dépenses publiques justifie le recours aux emprunts pour combler le solde budgétaire déficitaire : d'où l'existence de la dette publique. Celle-ci est composée de la dette extérieure et de la dette intérieure. La dette extérieure est contractée auprès des non-résidents et est, dans la plupart des cas, exprimée en devises étrangères tandis que la dette intérieure est contractée auprès des résidents, exprimée en monnaie locale.

La dette occupe une place privilégiée dans les finances publiques d'un pays. La gestion de la dette est l'anticipation des risques auxquels peuvent s'exposer les finances publiques à une période donnée et, l'orientation des ressources empruntées vers les projets de développement structurants.

La gestion rationnelle de la dette publique est le fait d'une meilleure stratégie d'endettement public. C'est dans cette perspective que l'une des missions principales assignées à la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) consiste à analyser la situation périodique de la dette publique afin d'en tirer les enseignements qui s'imposent.



CHIFFRES CLES

Indicateurs	2021	2022	2023
1- Stock de la dette (en milliards de FCFA)			
Dette publique	684,08	768,59	898,57
<i>Dette extérieure</i>	318,96	322,26	344,47
<i>Dette intérieure</i>	365,11	446,33	554,10
2-Taux d'endettement (en pourcentage du PIB)			
Dette publique (stock)	47,77	50,17	53,77
<i>Dette extérieure</i>	22,27	21,04	20,61
<i>Dette intérieure</i>	25,50	29,13	33,16
3-Evolution des ratios de solvabilité (en pourcentage)			
Service de la dette (en % des recettes publiques) <= 20%	20	13,04	33,64
<i>Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) <=20%</i>	31,1	25,17	43,95
<i>Service de la dette en devise en % des recettes d'exportation</i>	5	0	N/D
4-Risques liées au portefeuille de la Dette (en pourcentage)			
<i>Part de la dette exposé aux fluctuations du taux de change</i>	70,1	40,46	38,34
5-Structure de la dette Publique			
Dette extérieure par catégorie de bailleurs (en pourcentage)			
Multilatéraux	59,69	57,58	33
Bilatéraux	40,31	42,42	67
Dette publique par résidence (en pourcentage)			
Dette extérieure	72,29	18,88	38,34
Dette intérieure	27,71	58,07	61,66
Structure en devises (en pourcentage)			
\$US	21,32	18,88	18,10
DTS	20,78	13,40	11,50
CNY	1,52	1,35	1,20
EURO	1,28	1,11	0,90
Autres	55,10	65,27	68,30
PIB Nominal (en Milliards FCFA)	1432	1532	1671
RECETTES (en Milliards FCFA)	125,90	119,00	132,04
RECETTES ET DONNS (en Milliards FCFA)	195,70	188,30	172,63
SERVICE DE LA DETTE (en Milliards FCFA)	30,10	33,20	58,07



INTRODUCTION



Les différentes crises qui se sont enchaînées tant en interne (crises militaro-politiques 2013-2021) qu'à l'international (crise de l'Ukraine 2022) ont eu des impacts négatifs sur la mobilisation des ressources financières de l'Etat provoquant ainsi une aggravation du déficit budgétaire structurel et une accumulation de la dette publique. Au cours de trois dernières années, la hausse de la dette publique est beaucoup plus tirée par la dette intérieure.

En effet, dans un contexte de suspension des appuis budgétaires par certains partenaires traditionnels de la RCA et la rareté des prêts concessionnels, le pays a accentué son recours sur le marché des titres publics en vue de combler les besoins de trésorerie et de financer son développement.

La gestion de la dette vise à : (i) combler le besoin de trésorerie ou à financer le déficit du budget à moindre coût possible ; ii) gérer les risques du portefeuille ; iii) développer le marché des titres publics et iv) assurer le financement des projets de développement de la République centrafricaine.

La gestion de la dette publique à fin 2023 s'est soldée par les décaissements totaux de **154,13 Milliards FCFA** contre **112,80 Milliards FCFA** en 2022, soit une hausse de **36,64%**. La grande partie des ressources provient du marché des Titres Publics pour un montant de **122,66 Milliards FCFA**, suivi de Facilité Elargie de Crédit d'un montant de **15,55 Milliards FCFA**, Afriland **4,2 Milliards FCFA**, BADEA **2,14 Milliards FCFA**, et **9,58 Milliards FCFA** pour l'Arabie Saoudite.

Les règlements de la dette publique totalisent un montant de **56,64 Milliards FCFA** à la fin de l'exercice budgétaire 2023 contre **31,60 Milliards FCFA** en 2022, soit une augmentation de **79,24%**. Cette augmentation est due aux remboursements de : (i) Bons et Obligations du Trésor Assimilables (OTA-BTA) pour un montant de **36,57 Milliards FCFA** ; (ii) prêts du Fonds Monétaire International-Facilité Elargie de Crédit (FMI-FEC) qui s'élève à **12,31 Milliards FCFA** ; (iii) emprunts consolidés de la BEAC pour un montant de **2,23 Milliards FCFA** ; (iv) prêts de l'Association Internationale pour le Développement (AID) à hauteur de **3,05 Milliards FCFA** et autres (**2,48 Milliards FCFA**).

Le stock de la dette est passé de **768,59 Milliards FCFA** en 2022 à **898,57 Milliards FCFA** en 2023, soit une augmentation de **16,91%**. Cette augmentation s'explique par la consolidation du prêt Angolais, l'enregistrement du prêt d'Afriland, les émissions des titres publics et les nouveaux décaissements. La dette extérieure a connu une augmentation de **322,26 Milliards FCFA** en 2022 à **344,47 Milliards FCFA** à fin 2023, tandis que la dette

intérieure, quant à elle, a connu une hausse de **24,14%** durant la même période passant de **446,33 Milliards FCFA** à **554,10 Milliards FCFA**.

Le taux d'endettement est passé de **51,17%** en 2022 à **53,77%** en 2023, en dessous de la limite communautaire de **70%**, soit une augmentation de **2,6** points. Toutefois, le ratio service de la dette sur les recettes intérieures propres s'est fortement dégradé à **43,95% en 2023** dépassant le seuil fixé par la norme de **20%**.

Par ailleurs, en raison des contraintes budgétaires et des difficultés de trésorerie rencontrées, les échéances du service de la dette de **58,07 Milliards FCFA** ne sont pas totalement réglées, engendrant des arriérés courants d'un montant de **2,42 Milliards FCFA**.

Le présent rapport s'articule autour des points suivants : (i) négociations, renégociations d'emprunts et émissions de titres publics ; (ii) gestion des données ; (iii) autres dettes de l'Etat et, (iv) analyse de la solvabilité.

I- NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D'EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS

1.1-Négociations, renégociations d'emprunts

Les négociations et renégociations d'emprunts concernent les initiatives engagées par le Gouvernement dans le cadre de négociations et de renégociation des arriérés des dettes dues par la RCA à certains créanciers conformément au procès-verbal du Club de Paris.

Dans le cadre des renégociations avec certains créanciers de la République Centrafricaine, des correspondances de renégociation ont été adressées à ces derniers notamment : l'Angola, l'Argentine, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée Equatoriale, l'Irak, l'OFID, la Lybie, le Sénégal, le Mali, le Benin, le Sénégal, la République du Congo, le Taiwan et le Tchad dont les réponses sont en attentes.

Par ailleurs, dans le souci de rechercher une solution concertée aux problèmes des arriérées de la dette de la République centrafricaine vis-à-vis de l'Angola d'une part et restructurer la dette publique de la RCA d'autre part, une discussion a été entreprise entre la Présidente du Conseil d'Administration de l'IGAPE Madame **VERA TANGUE ESCORCIO** et le Gouvernement centrafricain.

À l'issue des échanges, les deux parties se sont convenues du montant des engagements en stock dans la base des données de la dette qui se chiffre à **13,29 Milliards FCFA** dont **11,50**

Milliards FCFA (20 Millions USD) de capital et **1,79 Milliards FCFA (3 Millions USD)** des intérêts de retards. Cette négociation suit son cours.

Parallèlement à cette démarche, le Gouvernement vient d'obtenir un don d'un **Million USD** de la Facilité Africaine de Soutien Juridique (**ALSF**) pour un projet d'assistance technique dans le domaine de la gestion de la dette. L'une des composantes du projet vise à assister le Gouvernement dans le cadre d'un plan de restructuration, comprenant la renégociation de certains contrats de prêts conclus avec des créanciers extérieurs non-membres du Club de Paris.

Aussi, en marge des Assemblées Annuelles du Fonds Monétaire International et du Groupe de la Banque Mondiale tenue à Marrakech du 09 au 15 octobre 2023, des discussions ont eu lieu entre le Gouvernement et les autorités libyennes relatives aux arriérés de la RCA vis-à-vis de la Lybie. Les négociations se poursuivent.

1.2 Emissions de Titres Publics

Au cours de l'exercice budgétaire 2023, les calendriers indicatifs prévisionnels des émissions des valeurs du Trésor conformément aux besoins de financement du pays ont été élaborés. La Loi de Finances initiale a prévu lever un montant de **80 Milliards FCFA** sur le marché domestique. Ce montant a été porté à **100 Milliards FCFA** dans le collectif budgétaire.

Au cours de l'année 2023, malgré le contexte économique difficile, la République Centrafricaine a exécuté avec satisfaction son programme d'émission de Titres Publics. L'Etat a levé sur le marché un montant cumulé de **122,66 Milliards FCFA** représentant **122,66%** des besoins exprimés par la Loi de finances. Le montant des OTA s'élevait à **104,98 Milliards FCFA** et celui des BTA se chiffrait à **17,67 Milliards FCFA**. Il convient de noter que du fait des décotes élevées d'un montant de **11,87 Milliards FCFA**, le montant réellement encaissé par le Trésor s'élève à **110, 79 Milliards FCFA**. Le Trésor public a réalisé avec succès sa première opération de syndication domestique, le 16 août 2023 pour un montant global de **25 Milliards FCFA**. Le montant des OTA représente **85,94%** du montant levé sur le marché des Valeurs du Trésor contre **14,06%** de BTA.

L'encours des valeurs du Trésor au 31 décembre 2023 se chiffre à **188,32 Milliards FCFA** représentant **2,9%** de l'encours des valeurs du Trésor de la CEMAC et **11, 27%** du PIB de la RCA.

En outre, il faut noter qu'actuellement, les coûts moyens des ressources levées par la RCA sur le marché demeurent relativement élevé, s'établissant en moyenne à **10,44 %** pour les OTA,



contre **9,6 %** en zone CEMAC et **6,8 %** pour les BTA, contre une moyenne sous régionale de **6,0 %**.

Le réseau des SVT de la RCA est composé de (10) Banques, mais la participation de ces dernières aux opérations d’adjudication des valeurs du Trésor reste faible. Seulement trois SVT sur dix participent régulièrement aux séances d’adjudication. Le taux de participation des SVT aux émissions des valeurs du Trésor est de l’ordre de **33,33%**.

Sur le marché secondaire, la structure des détenteurs des Titres Publics a beaucoup évolué. Les principaux détenteurs des titres publics à fin décembre 2023 sont ; (i) Les SVT (**48,75 Milliards FCFA soit 25,88%**) ;(ii) les Etablissements de crédits non SVT (**68,08 Milliards FCFA soit 36,15%**) ; (iii) les Investisseurs institutionnels (**58,53 Milliards FCFA soit 31,08%**) et (iv) les personnes physiques (**12,97 Milliards FCFA soit 6,89%**)²

Le tableau ci-dessous présente les détails des émissions des valeurs du trésor (BTA et OTA) au titre de l’année 2023.

Tableau 1 : Emission des titres publics et taux de réalisation en 2023

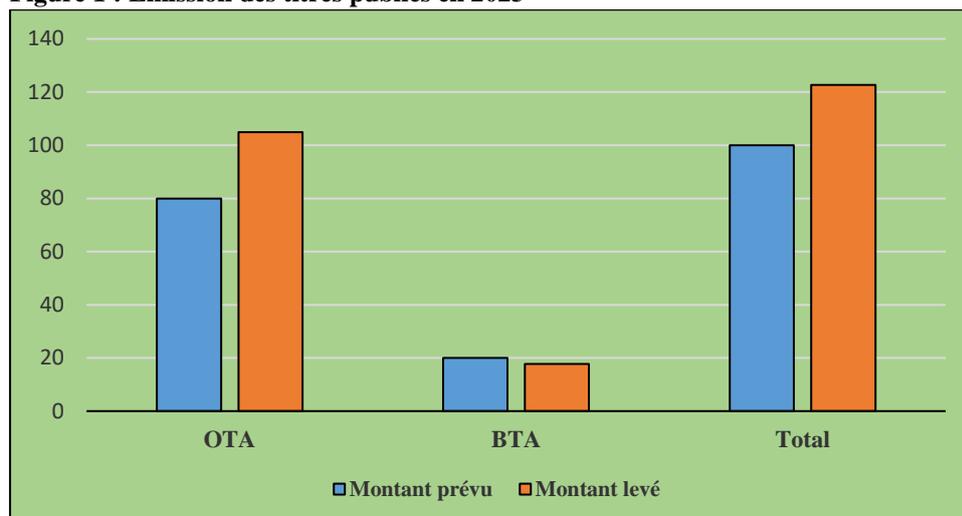
Instruments	Montant prévu	Montant levé	En milliards FCFA
			Taux de couverture
OTA	80	104,98	131,23%
BTA	20	17,68	88,40%
Total	100	122,66	122,66%

Source : DDPE

² Statistique mensuelle du Marché des Valeurs du Trésor de la CEMAC (CRCT).



Figure 1 : Emission des titres publics en 2023



Source : DDPE

Pour dynamiser davantage le marché des Valeurs du Trésor centrafricain, une mission a été organisée par le Ministère des Finances et du Budget au Cameroun au mois de Juillet 2023, en vue de faire la promotion des Titres Publics de la RCA. La conclusion d'un programme FEC avec le FMI a renforcé la confiance des investisseurs vis-à-vis des émissions de la RCA sur le marché financier régional.

Le Cadre Permanent de Concertation entre le Ministère des Finances et du Budget, les SVT et la BEAC a été formalisé par **Arrêté N° 564 MFB/DIRCAB/DGTCP** du 19 Juin 2023. Il permet de renforcer la communication entre les principaux acteurs du marché.

Une note d'information des émissions des Valeurs du Trésor accompagnant le calendrier annuel prévisionnel des émissions des Titres Publics a également été élaboré. Elle retrace les informations sur la situation économique, financière et les perspectives économiques du pays permettant aux investisseurs d'avoir une meilleure visibilité.

Le Gouvernement dans le souci de la transparence a enclenché le processus de la notation financière du pays en monnaie locale confiée à l'Agence de notation Bloomfield Investment dont le processus est en cours.

II- GESTION DES DONNEES DE LA DETTE PUBLIQUE

2.1. Processus d'endettement

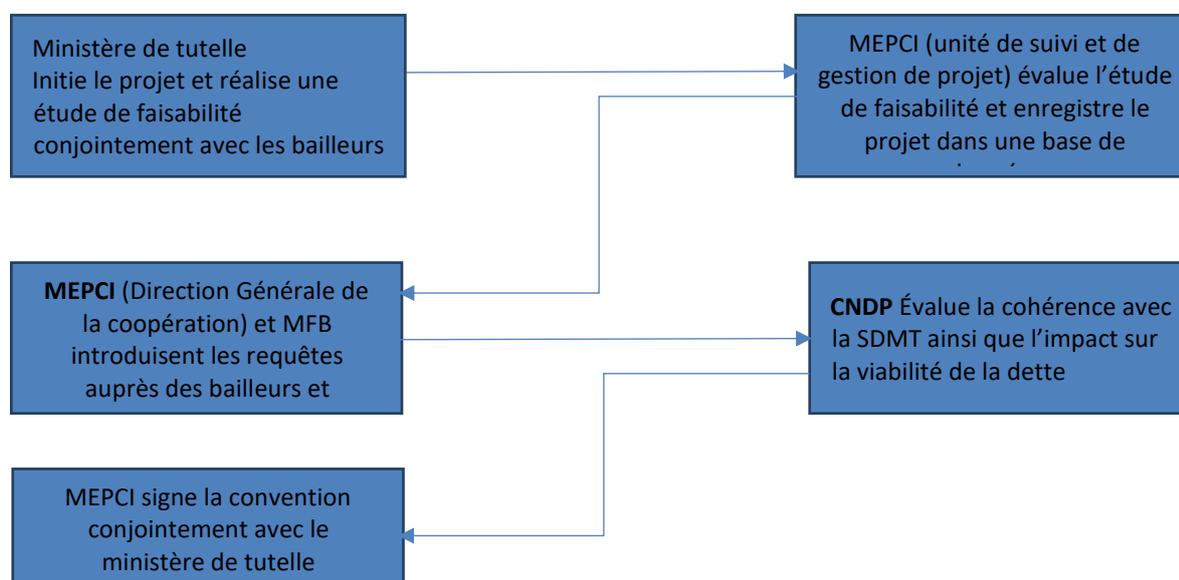
Le dispositif d'endettement et de gestion de la dette publique en RCA s'appuie sur trois entités : (i) le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale (MEPCI), (ii) le Ministère des Finances et du Budget (MFB) et (iii) le Comité National de la Dette Publique (CNDP).

Les activités conduites par ces entités sont organisées autour de trois fonctions de la chaîne standard de la dette. Les fonctions de front office (négociations et contractions des prêts) sont exercées par le Ministère de l'Économie du Plan et de la Coopération Internationale pour les prêts extérieurs et par le Ministère des Finances et du Budget pour les prêts intérieurs. Les fonctions de middle office (Analyses préalables) sont gérées par le CNDP. Les fonctions de Back Office (comptabilisation et suivie des données) sont assurées par le MFB à travers la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat.

Le circuit d'endettement et de gestion de la dette font intervenir plusieurs administrations.

2.1.1. Pour le financement extérieur

Le schéma ci-dessous décrit le circuit.



2.1.2. Pour le financement intérieur

Une fois le budget voté par l'Assemblée Nationale et promulgué par le Chef de l'État, le Ministre Chargé des Finances et du Budget est autorisé à mobiliser ces financements pour combler une partie du déficit sur le marché intérieur.

Toutefois, il est important de mentionner que les dispositions du nouveau Décret sur le CNDP excluent l'examen par le Comité des emprunts sur le marché régional de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) déjà inscrits dans la Loi des Finances, la gestion des calendriers des émissions des Titres Publics ainsi que les appuis budgétaires.

La gestion des données de la dette publique nécessite l'analyse des nouveaux engagements, les décaissements, les services, les règlements, les arriérés ainsi que le stock de la dette.

2.2. Processus de décaissement

Le Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale centralise les décaissements relatifs au financement des projets. Les avis de décaissements sont fournis par le Ministre de tutelle (unité de gestion des projets) et dans certains cas, les bailleurs les transmettent simultanément et au Ministère de l'Économie, du Plan et au Ministère des Finances.

En ce qui concerne les décaissements des prêts du FMI, une fois les fonds virés sur le compte DTS du Trésor logés à la BEAC, celle-ci transmet les avis au MFB / DDPE pour enregistrement et suivi.

2.3. Processus de règlement

La procédure de règlement de la dette se déroule de la manière suivante : Avant l'échéance, la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État initie les lettres de transfert avec le montant en devise et en XAF qu'elle envoie à l'Agence Comptable Central du Trésor (ACCT) pour paiement. L'ACCT en fonction de la disponibilité de la trésorerie donne l'ordre à la BEAC pour règlement.

Une fois réglé, la DDPE constate l'effectivité du règlement sur le révélé de la BEAC un mois après l'opération et procède à l'enregistrement du paiement dans sa base de données.

Le paiement des échéances des dettes levées sur le marché sous régional (OTA et les BTA) s'effectue par débit d'office du compte règlement du Trésor ou du compte séquestre dédié aux remboursements des titres publics ouverts dans les livres de la BEAC en vertu de la convention qui lie les États de la CEMAC avec la BEAC.

2.4- Enregistrement de nouveaux emprunts

Au cours de l'exercice budgétaire 2023, une nouvelle convention d'emprunt a été signée le 25 mai 2023, entre la RCA et l'Afriland First Bank pour un montant de **4,20 Milliards FCFA** au taux de **8%** pour une maturité de **7 ans** avec **2 ans** de différé. Le prêt angolais contracté le 07 mars 2014, a été consolidé dans le stock de la dette publique en 2023 pour un montant de **13,29 Milliards FCFA (11,5 milliards FCFA en principal et FCFA 1,79 milliards FCFA en intérêt de retard)**. La RCA n'a bénéficié d'aucun allègement, annulation ou restructuration de la dette au titre de l'année 2023.

2.5- Décaissements

Les décaissements en 2023 totalisent un montant de **154,13 Milliards FCFA** dont **11,72 Milliards FCFA** de décaissements extérieurs et **142,41 Milliards FCFA** de décaissements intérieurs.

Les décaissements extérieurs proviennent du créancier multilatéral **BADEA** pour un montant de **FCFA 2,14 Milliards** et l'**Arabie Saoudite 9,58 Milliards FCFA**, tandis que les décaissements intérieurs viennent du Fonds Monétaire International pour un montant de **15,55 Milliards FCFA**, d'**Afriland First Bank 4,2 Milliards FCFA** et les ressources levées sur le marché des Valeurs du Trésor dont des Bons du Trésor Assimilable (BTA) qui se chiffrent à **17,67 Milliards FCFA** et les Obligations du Trésor Assimilable (OTA) pour une somme de **104,98 Milliards FCFA**.

Tableau 2 : Evolution des décaissements 2021 au 2023

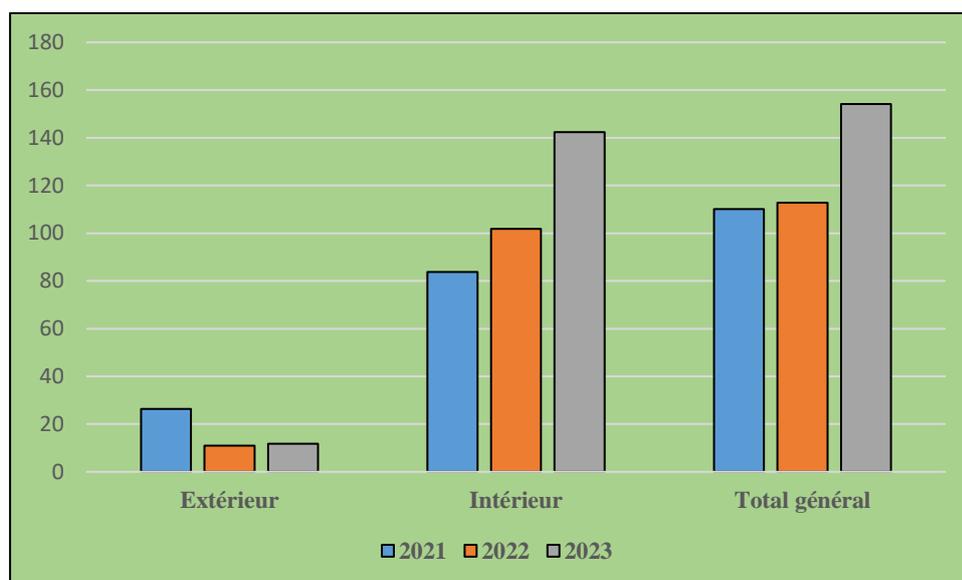
en milliards FCFA

Année	2021	2022	2023
Extérieur	26,35	11,01	11,72
<i>Bilatérale</i>	1,22	10,98	9,58
<i>Multilatérale</i>	25,13	0,03	2,14
Intérieur	83,78	101,80	142,41
<i>FMI (DTS)</i>	35	50,45	0,00
<i>FMI (FEC)</i>			15,55
<i>AFRILAND FIRST BANK</i>		0,00	4,20
<i>Émission BTA</i>	15,5	5,00	17,68
<i>Émission OTA</i>	33,28	46,35	104,98
Total général	110,13	112,80	154,13

Source : DDPE

Les décaissements extérieurs représentent **7,60%** du total contre **92,40%** pour l'intérieur.

Figure 2 : Evolution des décaissements 2021-2023



Source : DDPE

De la figure ci-dessus, les décaissements intérieurs ont connu une hausse de **39,89%** entre 2022 à 2023. Ceci s'explique par le recours massif au marché à travers les émissions des Titres Publics et l'allocation du FMI.

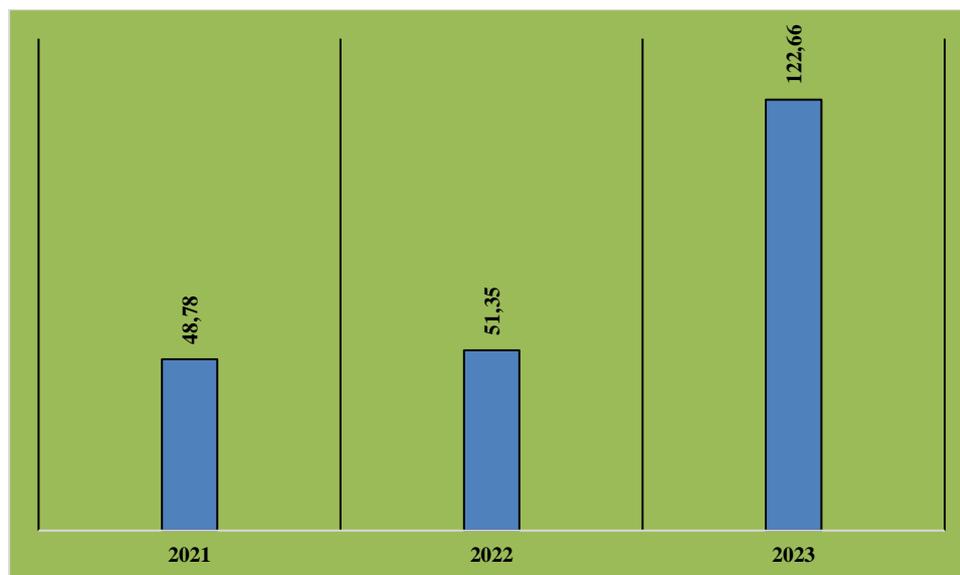
Tableau 3 : Evolution des Titres Publics levés par le Trésor Public entre 2021-2023

En milliards FCFA

Année	2021	2022	2023
<i>Émission BTA</i>	15,5	5	17,67
<i>Émission OTA</i>	33,28	46,35	104,98
Total	48,78	51,35	122,66

Source : DDPE

Figure 3 : Évolution des Titres Publics levés par le Trésor Public entre 2021-2023



Source : DDPE

De cette figure, il ressort que les montants des émissions des Titres Publics levés croissent à une allure exponentielle entre 2021 à 2023.

2.6- Service de la dette

Le service de la dette est le montant que l'Etat doit payer chaque année pour honorer ses engagements financiers. Il comprend l'amortissement du capital (le principal) et les intérêts, calculés en appliquant un taux d'intérêt sur le capital restant dû.

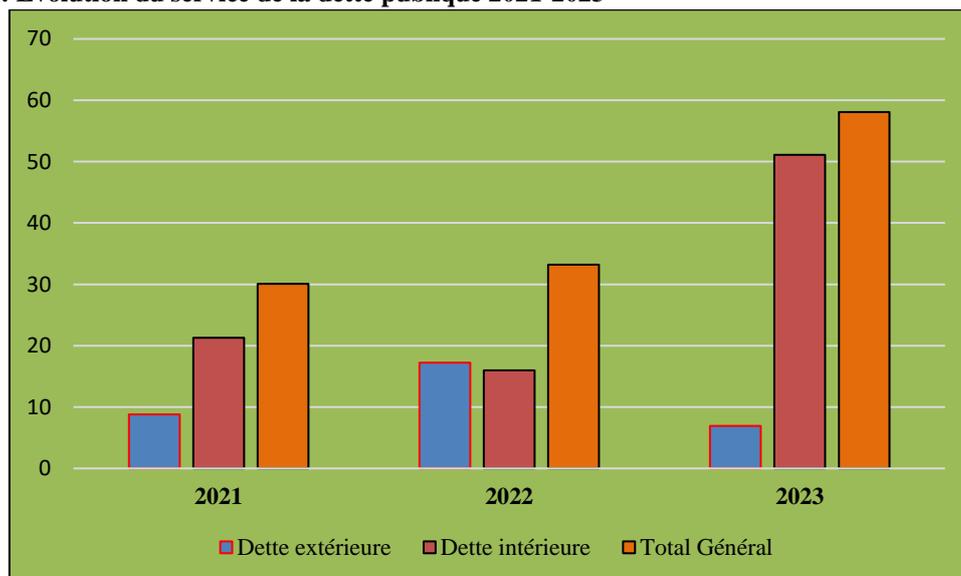
Tableau 4 : Service de la dette publique 2021-2023

<i>En milliards FCFA</i>			
Libellé	2021	2022	2023
DETTE EXTERIEURE	8,8	17,22	6,95
<i>Dettes Bilatérales</i>	4,7	6,48	3,66
<i>Dettes Multilatérales</i>	4,1	10,74	3,29
TOTAL DETTE INTERIEURE	21,3	15,97	51,12
TOTAL GENERAL	30,1	33,20	58,07

Source : DDPE

Le montant total du service de la dette publique en 2023 se chiffre à **58,07 Milliards FCFA** contre **33,20 Milliards FCFA** un an plutôt. Soit une hausse de **74,91%** en lien avec l'accroissement du service de la dette intérieure qui est passé de **15,97 Milliards FCFA** à **51,12 Milliards FCFA**. En 2023, le service de la dette représente **43,95%** des recettes propres.

Figure 4 : Evolution du service de la dette publique 2021-2023



Source : DDPE

2.7- Règlements de la dette publique à fin 2023

Les règlements sont effectués à hauteur de **56,64 Milliards FCFA** à fin 2023 contre **31,60 Milliards FCFA** en 2022, soit une augmentation de **79,24%** en lien avec les efforts du Gouvernement pour le règlement des échéances du service de la dette et la réduction progressive des arriérés.

Contre un service prévisionnel de **58,07 milliards de FCFA**, le service effectif assuré à fin décembre 2023 hors règlement des arriérés s'élève à **54,11 milliards de FCFA** et représente un taux d'exécution de **93%**.

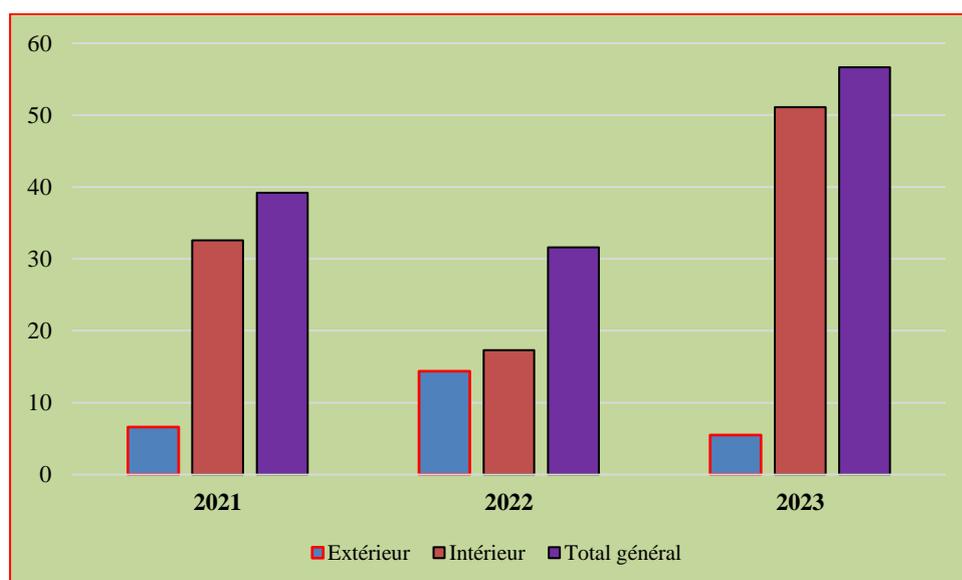
Tableau 5 : Règlements de la dette publique entre 2021 au 2023

Année	En milliard FCFA		
	2021	2022	2023
Extérieur	6,6	14,4	5,52
- <i>Bilatérale</i>	4,6	4,9	1,07
- <i>Multilatérale</i>	2	9,5	4,45
Intérieur	32,6	17,3	51,12
Total général	39,2	31,7	56,64

Source : DDPE



Figure 5 : Evolution des règlements de la dette publique 2021-2023



Source : DDPE

A la fin de l'exercice budgétaire 2023, la dette extérieure est réglée à hauteur de **5,52 Milliards FCFA** contre **14,40 Milliards FCFA** en 2022, soit une diminution de **61,67%**. Cette diminution s'explique par le reclassement du prêt FMI dans la dette intérieure.

La dette intérieure a été réglée à hauteur de **51,12 Milliards FCFA** à fin 2023 contre **17,30 Milliards FCFA** en 2022, soit une augmentation de **195,49%**. Les principaux règlements de la dette intérieure concernent les OTA-BTA (**36,57 Milliards FCFA**), le paiement des intérêts des prêts consolidés de la BEAC (**2,23 Milliards FCFA**) et prêts du FMI (**12,32 Milliards FCFA**).

2.5. Situation des règlements en principal et intérêts en 2023

Le tableau suivant présente la situation des règlements en principal et intérêts de la dette publique en 2023

Tableau 6 : Règlements en principal et intérêts en 2023

Libellé	En milliards FCFA		
	Principal	Intérêts	Total
Extérieur	4,17	1,35	5,52
Intérieur	43,05	8,07	51,12
Total général	47,22	9,42	56,64

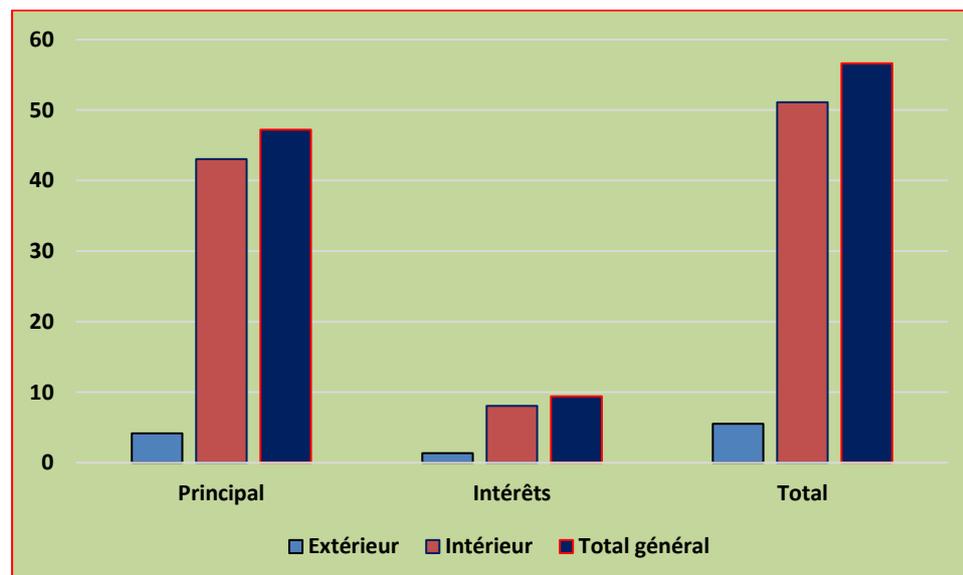
Source : DDPE

Durant l'exercice 2023, le montant de remboursement du principal se chiffre à **47,22 Milliards FCFA (83,37%)** tandis que les intérêts payés sont de **9,42 Milliards FCFA** et (**16,63%**) pour un montant total de **56,64 Milliards FCFA**.

Le remboursement de principal de la dette extérieure représente **9,75%** du total contre **90,25%** de la dette intérieure.

Les intérêts payés pour la dette extérieure représentent **14,33%** et ceux de la dette intérieure représentent **85,67%** du total.

Figure 6 : Situation de règlements en principal et des intérêts de 2023



Source : DDPE

2.8- Situation des arriérés de la dette publique à fin 2023

Le montant cumulé des arriérés en stock de la dette publique résulte des contraintes budgétaires, des difficultés de trésoreries et le non consentement d'allègement par les créanciers non membres du Club de Paris au titre de l'initiative PPTE.

En dépit des efforts fournis par le Gouvernement, le montant des arriérés courants se chiffrent à **2,42 Milliards FCFA**. On remarque une faible capacité de remboursement de la dette publique depuis 2021 à 2023 passants de **147,60 Milliards FCFA à 161,23 Milliards FCFA**.

Tableau 7 : Evolution des arriérés de la dette 2021-2023

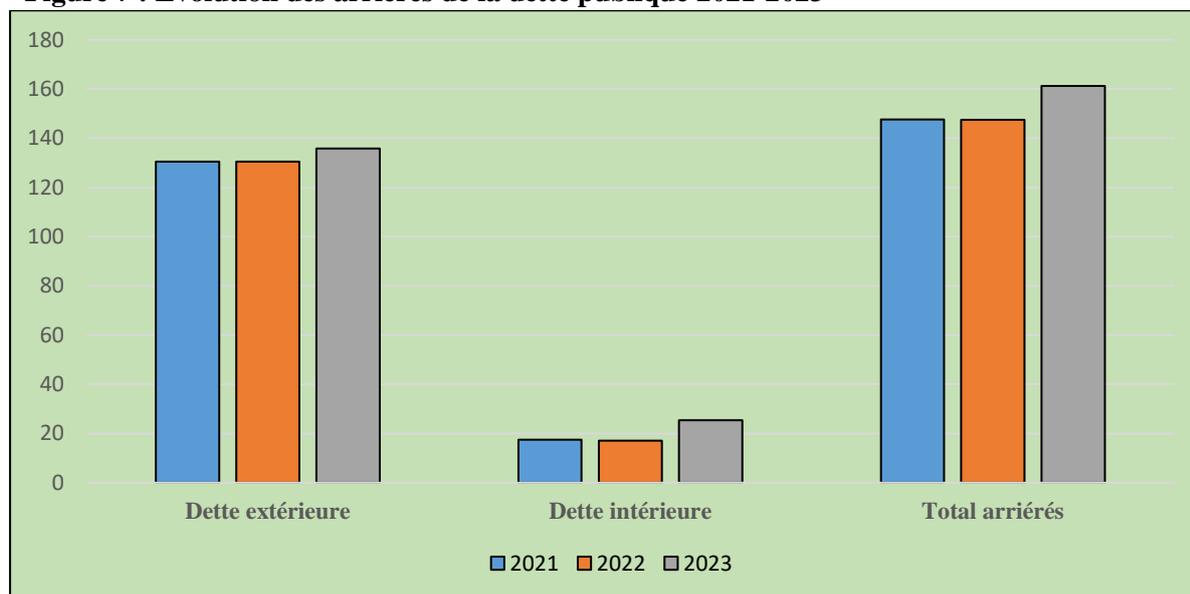
En Milliards FCFA

Année	2021	2022	2023
Dette extérieure	130,4	130,4	135,79
<i>Bilatérale</i>	124,6	124,6	129,79
<i>Multilatérale</i>	5,8	5,8	6,00
Dette intérieure	17,5	17,0	25,44
Total arriérés	147,6	147,48	161,23

Source : DDPE

Le volume des arriérés en 2023, est en augmentation comparé aux deux années précédentes passant de **FCFA 147,6** en 2021, **FCFA 147,48** en 2022 et **FCFA 161,20** en 2023 en raison du non-paiement du service de la dette de certains créanciers notamment, FIDA (**0,17 Milliard de FCFA**), Arabie Saoudite (**0,90 Milliard FCFA**), Inde (**0,93 Milliard FCFA**), Serbie Monténégro (**0,29 Milliard FCFA**), BADEA (**0,067 Milliard FCFA**) et Koweït (**0,07 Milliard de FCFA**) et la prise en compte des arriérés du prêt angolais (**1,79 Milliard FCFA**) ainsi que les dettes croisées des entreprises publiques (Sodeca et Socatel) (**8,4 Milliards FCFA**).

Figure 7 : Evolution des arriérés de la dette publique 2021-2023



Source : DDPE

2.9- Evolution de l'encours de la dette publique

Dans la perspective de financement des investissements publics, la RCA a contracté des prêts auprès des créanciers extérieurs et intérieurs. Au 31 décembre 2023, l'encours de la dette publique est évalué à **FCFA 737,34 Milliards** et représente **43,63%** du PIB. L'encours a connu une évolution de **13,71%** entre 2021-2022 et **14,86%** entre 2022-2023 en lien avec un accroissement continu des dettes extérieure et intérieure.

En termes de variation, l'encours de la dette intérieure est passé de **FCFA 262,71 Milliards** en 2022 à **FCFA 528,65 Milliards** en 2023, soit une augmentation de **50,32%** et celui de la dette extérieure est passé de **FCFA 358,50 Milliards** en 2022 à **FCFA 200,48 Milliards** en 2023, en diminution de **78,82%**. Le poids de l'encours de la dette extérieure est en recul par rapport à celui de la dette intérieure.

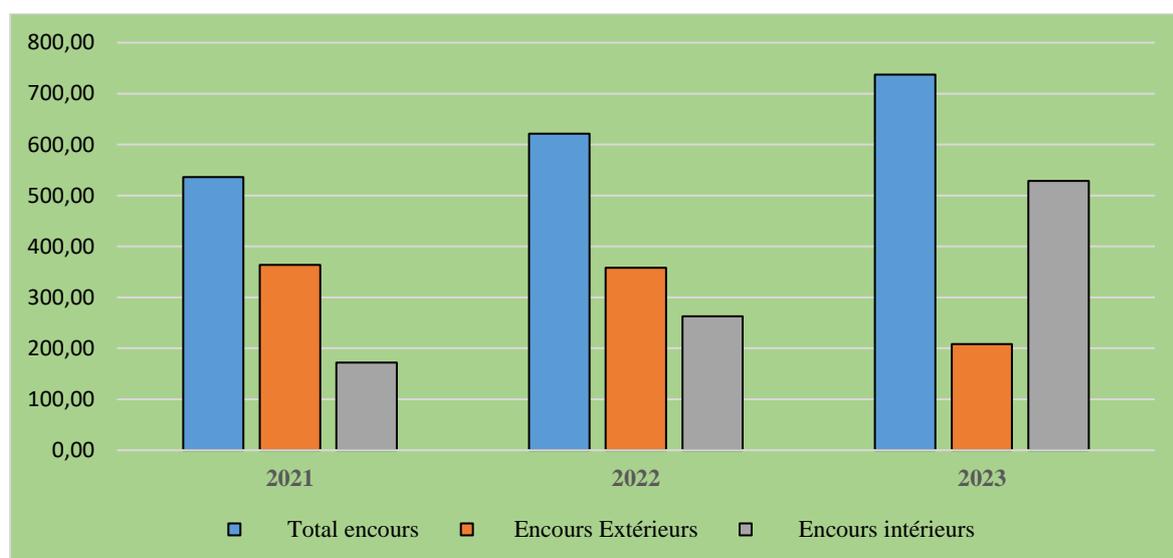
Tableau 8 : Évolution de l'encours de la dette publique

En milliard FCFA

Années	2021	2022	2023
<i>Total encours</i>	536,22	621,21	737,34
<i>Encours Extérieurs</i>	364,09	358,50	208,69
<i>Encours intérieurs</i>	172,13	262,71	528,65

Source : DDPE

Figure 8 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2021 à 2023



Source : DDPE

2.10- Evolution du stock de la dette publique

Le stock de la dette du pays comprend l'encours de la dette des années antérieures auquel sont rajoutés les décaissements nouveaux de l'exercice en cours et les arriérés. A la fin de l'exercice budgétaire 2023, le stock de la dette se chiffre à **898,57 Milliards FCFA** contre **Milliards 768,59 FCFA** en 2022 soit une hausse de **16,91%** en lien avec la hausse de la dette intérieure (émission de Titres Publics, décaissement du FMI) et de la dette extérieure (consolidation du prêt Angolais, les décaissements du prêt Saoudien et l'enregistrement des dettes croisées).

La dette extérieure représente **38,34%** du stock contre **61,66%** de la dette intérieure. Le stock de la dette publique rapporté au PIB, à fin décembre 2023, s'établit à **53,77%** contre **50,17%** en 2022, soit une variation de **3,60** points. Le stock de la dette publique renferme **16,49%** du passif de la dette en instance de négociation dans le cadre de l'initiative PPTE, soit **147,48**



Milliards de FCFA en valeur absolue (**FCFA 130,04** Milliards en extérieur et **FCFA 17,04** Milliards en intérieur).

Tableau 9 : Stock de la dette 2021-2023

En milliards FCFA

Années	2021	2022	2023
Total stock	684,07	768,59	898,57
Stock Extérieur	318,96	322,26	344,47
Stock intérieur	365,11	446,33	554,10

Source : DDPE

Le stock de la dette est passé de **768,59** Milliards FCFA en 2022 et **898,57** Milliards FCFA en 2023, soit une augmentation de **16,91%**.

Le portefeuille de la dette extérieure est passé de **322,26** milliards FCFA en 2022 à **344,47** Milliards FCFA en 2023.

A fin décembre 2023, la dette extérieure se situe à **20,61%** du PIB contre **21,04%** du PIB en **2022**. Elle est constituée de **56,47%** de la dette multilatérale. Les principaux créanciers multilatéraux sont : **IDA (26,43%)**, le Fonds Africain de Développement (**FAD 3,30%**), le **FIDA (3,64%)** et la **BADEA (2,35%)**. La dette bilatérale occupe **43,53%**. Les principaux créanciers sont : la Chine (**4,69%**), l'Arabie Saoudite (**14,82%**), l'Inde (**11,91%**), l'Angola (**6,02%**) et Koweït (**5,48%**).

Le stock de la dette intérieure du pays est de **446,33** Milliards FCFA en 2022 à **554,10** Milliards FCFA en 2023, soit une hausse de **24,14%**. Elle représente **32,16%** du PIB, et **61,66%** du portefeuille total de la dette. Elle est composée des engagements vis-à-vis des partenaires sous régionaux à savoir : la BEAC, les autres dettes intérieures ainsi que des titres publics (bons et obligations du Trésor), les prêts du FMI et les dettes croisées.

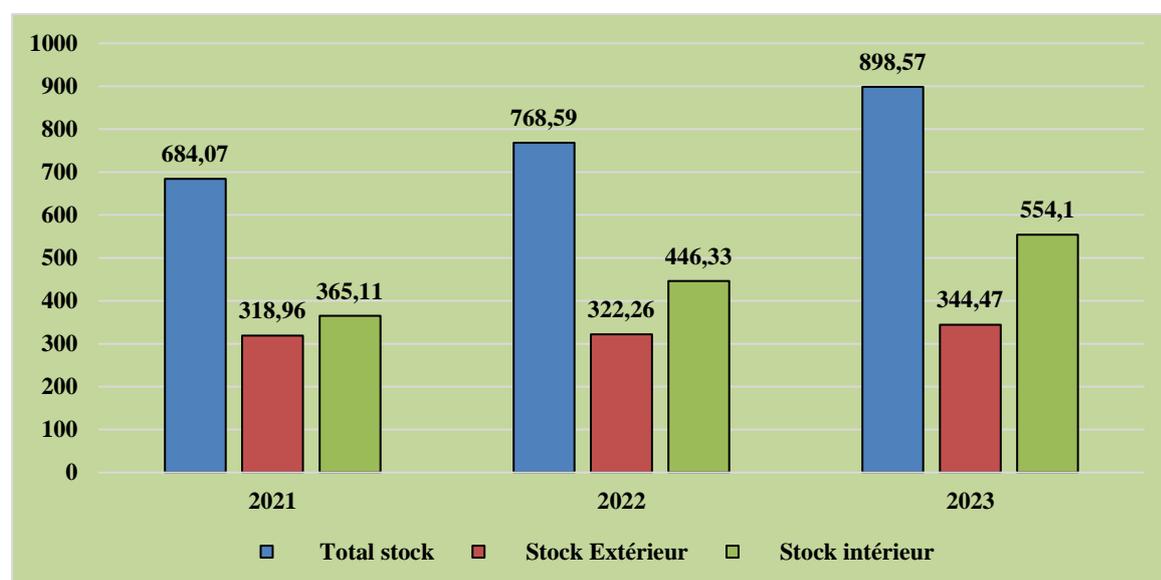
Les principales rubriques de la dette intérieure sont : les Titres Publics (**48,80%**) et la dette envers la BEAC (**20,96%**). Elles comprennent également des emprunts auprès des institutions financières régionales et des arriérés de paiement de salaires et autres.

Pour l'exercice 2023, le volume des émissions de Titres Publics réalisées se chiffre à **122,66** milliards FCFA contre **FCFA 51,35** milliards en 2022 soit une hausse de **138,87%**.

Les OTA représentent **104,98** milliards de francs CFA et les BTA **17,67** milliards de francs CFA. Cette configuration répond à la volonté de l'État d'opter pour des Titres de maturités beaucoup plus longues afin d'éviter tout risque de refinancement. Cependant, les interventions de l'État sur le marché des Titres Publics sont concentrées sur des maturités entre 3 à 5 ans consécutifs avec le risque de refinancement pour les années 2024, 2025, 2026 et 2027 avec les perspectives des coûts onéreux qui se pointent à l'horizon.

La figure ci-dessous présente l'évolution du stock de la dette extérieure et intérieure de 2021 à 2023.

Figure 9 : Evolution du stock de la dette 2021-2023



Source : DDPE

2.11- Répartition du stock de la dette publique en 2023

La figure ci-dessous nous montre la part des arriérés et encours de la dette publique en 2023 le portefeuille de la dette de la RCA est composé de 18% des arriérés et 82% de l'encours.

Figure 10 : Répartition du stock de la dette publique en 2023



Source : DDPE

2.12-Structure du stock de la dette publique par devises

Le portefeuille de la dette publique exprimé en devise est composé principalement de dollar américain (17,72%) suivi du DTS (11,16%) et de Riyal (4,74%). Le FCFA demeure la monnaie la plus utilisée par la RCA pour le refinancement de sa dette. La parité fixe avec l'Euro traduit le renchérissement du refinancement de la dette libellée en devise particulièrement en dollar américain surtout dans le contexte actuel de la récession économique en Europe avec la guerre Russo- Ukrainienne.

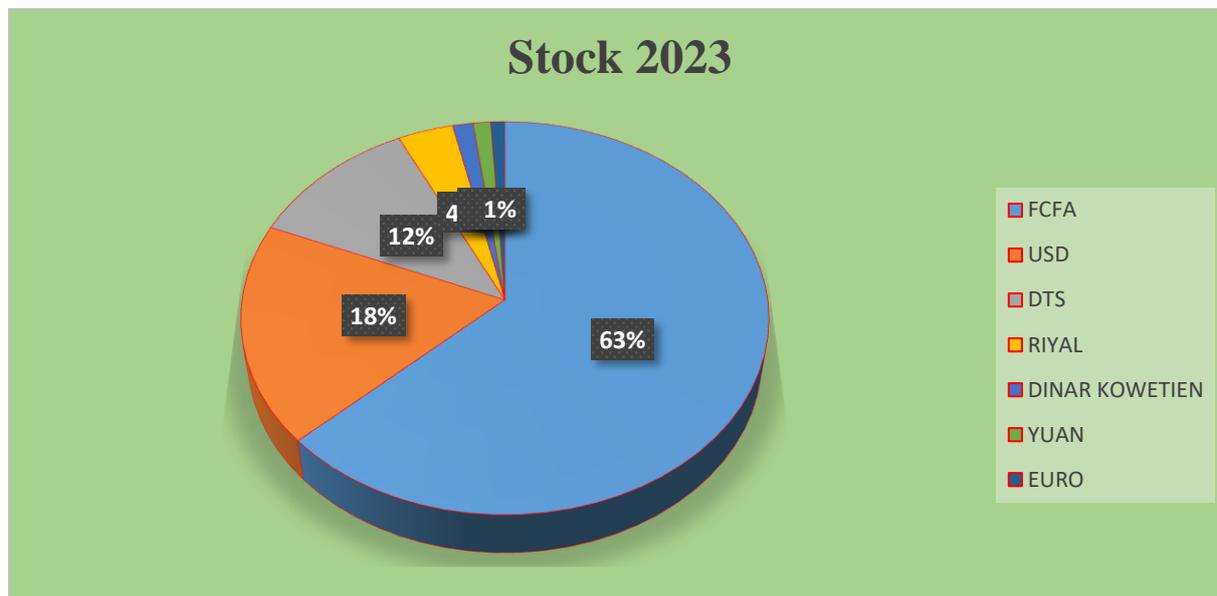
Tableau 10 : Stock de la dette publique par devises

En Milliards FCFA

Monnaie	Stock 2021	%	Stock 2022	%	Stock 2023	%
FCFA	345,08	50,45	457,6	59,54	565,34	62,92
USD	145,82	21,32	145,1	18,88	159,25	17,72
DTS	142,16	20,78	103,0	13,40	100,32	11,16
RIYAL	19,79	2,89	32,0	4,16	42,57	4,74
DINAR KOWETIEN	12,09	1,77	12,1	1,57	12,15	1,35
YUAN	10,37	1,52	10,4	1,35	10,37	1,15
EURO	8,76	1,28	8,5	1,11	8,56	0,95
Total général	684,07	100	768,6	100	898,57	100

Source : DDPE

Figure 11 : Répartition du stock de la dette par devises en 2023



Source : DDPE

III- AUTRES DETTES DE L'ETAT

Les autres dettes regroupent d'une part les arriérés de paiement de contribution de l'État centrafricain dans les organismes internationaux et d'autre part, les dettes des sociétés d'Etat à forte probabilité de passifs conditionnels.

3.1-Situation de la contribution de l'État auprès des organismes internationaux

Au titre de l'exercice 2023, la prévision de contribution de l'État Centrafricain auprès des organismes internationaux s'élève à **1,07 Milliards FCFA** dont un règlement de **0,42 Milliard FCFA** a été effectué, soit un taux d'exécution de **39,25%**.

Cependant, un montant de **1,01 Milliard FCFA** a été payé sur les arriérés de **43,66 Milliards FCFA**. Ceci porte le montant restant dû des arriérés à **42,65 Milliards FCFA**.

Le tableau ci-dessous présente la situation.

Tableau 11 : Situation synthétique et partielle des contributions de l'Etat en 2023

	<i>En milliards FCFA</i>				
	Montants alloués dans la Loi de Finances 2023	Règlements courants	Montant réglé sur les arriérés	Montant total réglé	Montant en arriérés
Montant	1,07	0,42	1,01	1,43	42,65

Source : DDPE

3.2. Structure du portefeuille de l'Etat

Le portefeuille de l'Etat est composé des Sociétés d'Etat, des Sociétés à Participation Majoritaire, Minoritaire et les Organismes. Dans ces structures l'Etat détient des actions et Quottes Parts. En cas de résultat net positif et en fonction de la décision du Conseil d'Administration de la structure concernée, des dividendes peuvent être reversés sur le compte de l'Etat.

Tableau 12 : Situation provisoire du portefeuille de l'Etat

En milliards FCFA

Sociétés et Organismes	Capital	Quote-part de l'Etat	Résultat 2022
SOCIETES D'ETAT	6,62	6,61	-0,25
SOCIETES A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT	10,10	5,24	-0,01
SOCIETES A PARTICIPATION MINORITAIRE DE L'ETAT	35,67	7,62	4,99
ORGANISMES	1782,63	78,31	N/D
TOTAL	1 835,02	97,78	4,73

Source : DDPE

Tableau 13 : Situation des dividendes.

En Milliards FCFA

Sociétés et Organismes	Capital	Quote-part de l'Etat	Taux %	Résultat 2022	Dividende/ Etat	Emploi Dividende
BEAC	88,00	14,67	16,67	N/D	1,76	Virement sur le compte du Trésor
ECOBANK	10,00	0,5	5	1,93	0,09	Virement sur le compte du Trésor
BPMC	15,00	5,63	37,50	3,11	0,31	Virement sur le compte du trésor
BSIC	10,00	1,50	15	0,14	0,00	Report à nouveau
BGFI	10,00	5,18	51,85	0,13	0,00	Report à nouveau
TOTAL	133,00	27,48		5,31	2,16	

Source : DDPE

Le montant total des dividendes versé sur le compte du Trésor Public au titre de l'exercice 2022 s'élève à **2,16 Milliards FCFA**.

Tableau 14 : Situation des créances de l'Etat

En milliards FCFA

Sociétés et Organismes	Créances de l'entité sur l'Etat
SOCIETES D'ETAT	ND*
SOCIETES A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT	0,48
SOCIETES A PARTICIPATION MINORITAIRE DE L'ETAT	ND
ORGANISMES	ND
TOTAL	0,48

Source : DDPE

Le niveau des créances des entités sur l'Etat est en baisse par rapport à l'année précédente.

Tableau 15: Dettes des établissements publics EPIC/EPA

En Milliards FCFA

Sociétés et Organismes	Dettes Fiscales	Dettes Sociales	Dettes Bancaires	Autres Dettes	Total
Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC)	ND	ND	ND	ND	ND
Etablissement Public Administratif (EPA)	0,80	1,02	ND	ND	1,80

Source : DDPE

3.3- Situation des dettes Croisées dues par l'État aux Sociétés

Selon le rapport du Comité Chargé de l'élaboration du plan d'apurement de 2019, Les dettes croisées des Entreprises Publiques opérant dans le secteur de l'énergie, des télécommunications et de l'eau, le montant total des dettes croisées dû par l'Etat aux trois

entreprises des secteurs respectifs s'élève à **14,48 Milliards FCFA**, comme le montre le tableau qui suit :

Tableau 16 : Situation des dettes dues par l'État

En Milliards FCFA

Libellé	ENERCA	SODECA	SOCATEL	TOTAL
Montant dû	6,09	5,14	3,25	14,48

Source : DDPE

Pour alléger sa dette vis-à-vis des entreprises publiques, l'État a procédé à la titrisation de sa dette envers l'ENERCA. Le montant des dettes dues par l'Etat aux deux autres Sociétés d'Etat (SODECA et la SOCATEL) s'élève à **8,40 Milliards FCFA**.

En effet, une convention de titrisation et de cession de créances de l'ENERCA sur l'État a été signée le 24 Novembre 2023 entre l'Etat centrafricain (débiteur), ENERCA (créancier) et Africa Bright Securities (investisseur) pour un montant de **6,00 Milliards FCFA**. Au terme de cette convention, l'ENERCA détenteur des créances sur l'Etat dont le montant se chiffre à **6,09 Milliards FCFA** s'engage à participer aux opérations de titrisation de la dette intérieure de sa créance sur l'Etat. Le montant de créance est arrêté à **6,00 Milliards FCFA** selon les modalités de la convention, L'ENERCA cède la créance à l'investisseur pour une valeur nominale de **6,00 Milliards FCFA** avec une décote de **17,5%** soit un prix de cession de **4,95 Milliards FCFA**. L'Etat titre la créance de **6,00 Milliards FCFA** détenues par l'investisseur qui en souscrit.

Les Obligations résultant de cette opération ont une Maturité de 4 ans avec un taux d'intérêt fixe de **6,5%** payable annuellement avec un remboursement in fine du principal.

Tableau 17 : situation des dettes des entreprises à l'égard des organismes sociaux*En Milliards FCFA*

LIBELLE	ENERCA	SODECA	SOCATEL	TOTAL
CNSS	2,43	1,60	1,85	5,88
ACFPE	0,01	0,10	0,28	0,39
Total	2,44	1,70	2,13	6,27

Source : DDPE

Ce tableau retrace les engagements dus à l'égard des organismes sociaux, dont CNSS totalise un montant de **5,88 Milliards FCFA** et ACFPE **0,39 Milliard FCFA**, ce qui donne un total de **6,27 Milliards FCFA**.

3.4- Dettes des Sociétés d'Etat

Tableau 18 : Situation des dettes des Société d'Etat*En Milliards FCFA*

ENTITES	CAPITAL	DETTES SOCIALES	DETTES FOURNISSEURS	AUTRES DETTES
ENERCA	4,80	0,10	ND	1,36
SODECA	0,50	1,97	7,84	0,61
SOCATEL	1,12	10,30	4,08	0,75
TOTAL	6,42	12,37	11,92	2,72

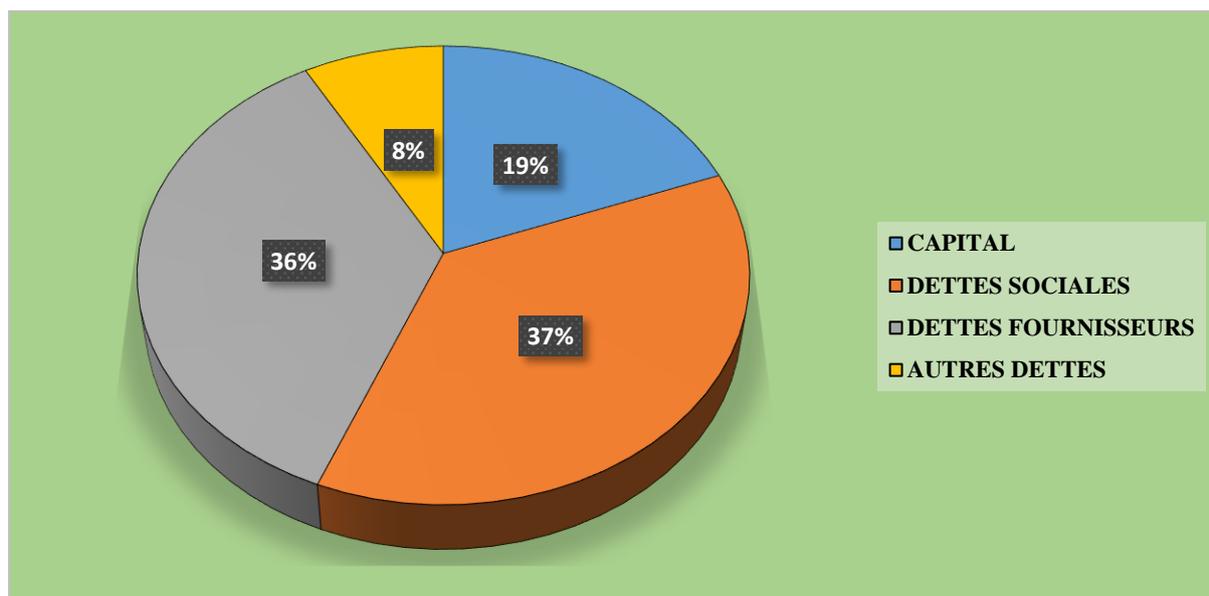
Source : DDPE

Le tableau ci-dessus met en évidence les différents types de dettes des sociétés à participation de l'Etat. Le niveau élevé des dettes des sociétés d'Etat résulte du fait des difficultés qu'éprouvent lesdites sociétés. On note une augmentation des dettes sociales contrairement aux dettes bancaires et autres dettes par rapport à l'année précédente.

La dette des sociétés d'Etat est composée à **37%** de la dette sociale, **36%** de la dette envers les fournisseurs, **8%** des autres dettes et **19%** du capital.



Figure 12 : Situation de la dette des Sociétés d'Etat



Source : DDPE

Tableau 20 : Situation des dettes de la Mairie de Bangui

En Milliards FCFA

LIBELLE	DETTES
CNSS	2,74
BGFI	0,11
ENERCA	3,00
SODECA	0,25
IMPAYES PERSONNEL MAIRIE ET TABLEAU D'AVANCEMENT	0,12
DIVERS FOURNISSEURS	0,50
FRAIS DE JUSTICE	1,50
DETTES DU PERSONNEL	0,35
TOTAL	8,57

Source : Mairie de Bangui / DDPE



IV- ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS

La gestion de la dette publique est l'un des aspects essentiels de la politique budgétaire. Une bonne analyse de la viabilité pourrait prémunir le portefeuille de la dette publique des risques auxquels il peut être exposé.

4.1 Analyse de la viabilité de la dette publique

L'évolution du stock de la dette publique durant ces trois dernières années, laisse paraître une hausse progressive du taux d'endettement, passant de **47,77%** en 2021 à **50,17%** en 2022 pour atteindre **53,77%** à fin 2023. Cette évolution ne dépasse pas le seuil d'endettement de **70%** du taux d'endettement fixé par les normes communautaires.

Tableau 21: Evolution du taux d'endettement de 2021 à 2023

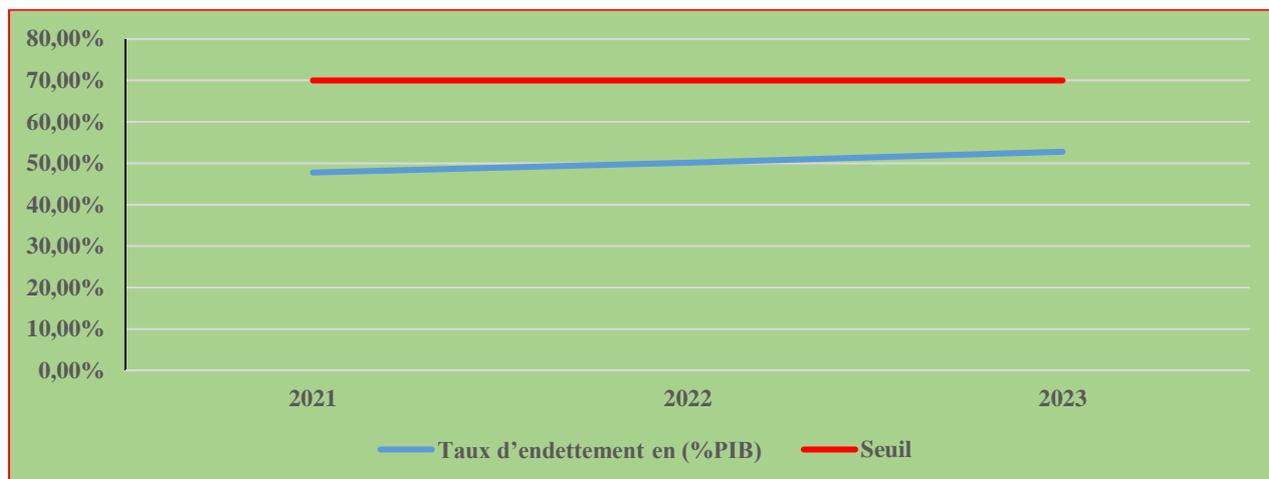
Années	2021	2022	2023
Stock dettes publiques	684,07	768,59	898,57
PIB Nominal	1432	1532	1671
Taux d'endettement en (%PIB)	47,77	50,17	53,77

Source : DDPE

4.1.1- Analyse de l'évolution du taux d'endettement public

Entre 2021 et 2023, le taux d'endettement du pays n'a jamais atteint le seuil de **70%** du PIB recommandé par la norme communautaire. Toutefois, il est important de signaler que la tendance haussière entre 2022 et 2023 représente un risque potentiel, si elle n'est pas maîtrisée.

Figure 13: Evolution des ratios de solvabilité 2021-2023



4.1.2- Analyse du ratio de solvabilité

La solvabilité d'un Etat se mesure par le rapport entre le service de la dette publique et les recettes publiques. Pour mesurer la capacité de l'Etat hors appui extérieur, le ratio est calculé par rapport aux recettes intérieures.

La figure ci-dessous présente les tendances de l'analyse des divers ratios de solvabilité.

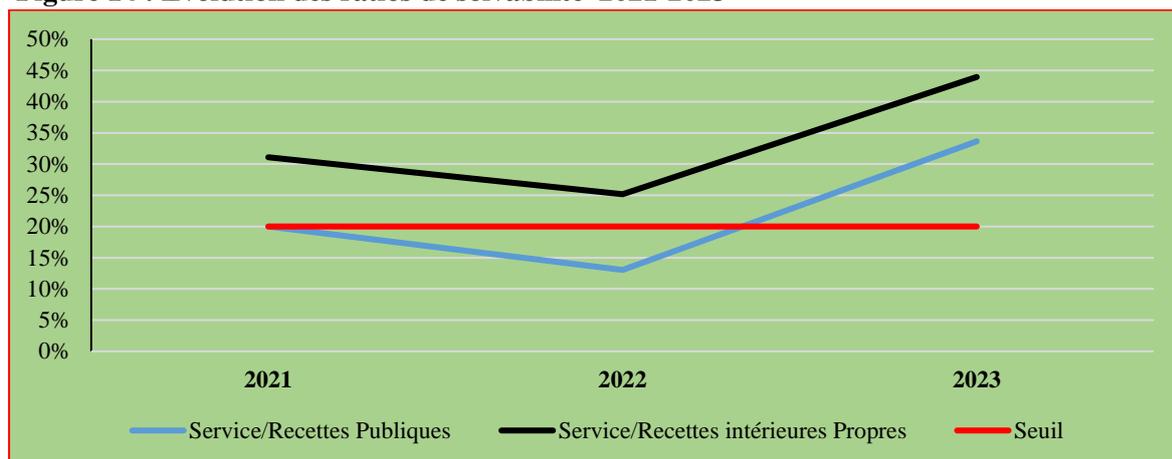
Tableau 22: ratio de solvabilité de 2021 à 2023

En milliards FCFA

Années	2021	2022	2023
Service/Recettes Publiques	20%	13,04%	33,64%
Service/Recettes intérieures Propres	31,10%	25,17%	43,95%

Source : DDPE

Figure 14 : Evolution des ratios de solvabilité 2021-2023



Source : DDPE

En analysant l'allure des différentes courbes de la figure ci-dessus, il ressort que les ratios de solvabilité suivent une tendance baissière sur la période 2021 à 2022. La tendance haussière est observée à partir de l'année 2022-2023 pour les deux ratios, ce qui donne l'alerte sur le recadrage de la politique d'endettement du pays. Le service de la dette publique en pourcentage des recettes intérieures dépasse déjà la norme communautaire en 2023, d'où nécessité d'une politique fiscale adéquate pour augmenter le niveau des recettes afin d'inverser la tendance.

4.1.3- Analyse des risques du portefeuille

En finances publiques, un risque est la variabilité des cash-flows nets (recettes moins dépenses) ou de la valeur des éléments d'actif et de passif pour un Etat ou une entreprise. Cela se caractérise par le résultat incertain dû à la volatilité, c'est-à-dire la possibilité que le résultat réalisé diffère du résultat attendu.

Le portefeuille de l'Etat peut être exposé à divers risques, entre autres ; le risque opérationnel, le risque de change, le risque de refinancement, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, etc.

4.1.4- Risque opérationnel

Le risque opérationnel englobe tout ce qui n'est pas risque de marché, ni risque de crédit. Dans cette optique, il convient de noter que sur toute la chaîne de gestion de la dette, il y a de risque opérationnel expliqué par le fait que la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat, organe en charge de cette gestion fait face, sans cesse, à des problèmes d'enregistrement des données.

En effet, les informations en provenance des autres institutions ne sont pas reçues à temps réel impactant ainsi l'actualisation de la base des données. La sécurité de cette base demeure encore une préoccupation. Il faut noter aussi que l'absence totale d'un logiciel approprié (SYGADE) pour le traitement et l'analyse des données de la dette publique pourrait entraîner des risques opérationnels.

4.1.5- Risque de taux de change

L'analyse de la dette par devises fait ressortir que la RCA connaît une baisse de son endettement libellé en devise en raison du poids de plus en plus important de l'endettement intérieur.

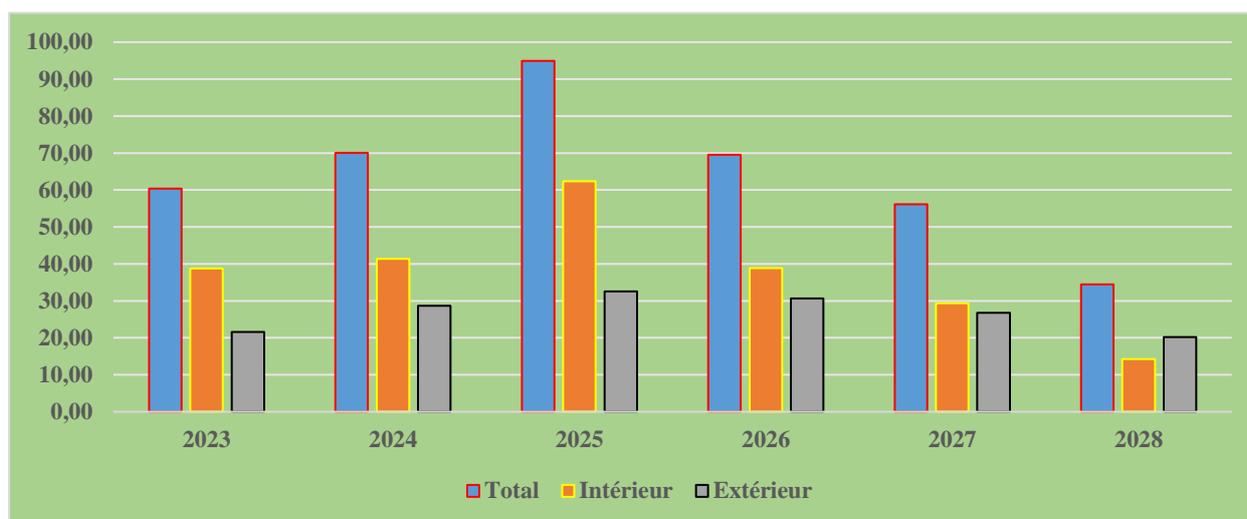
La part de la dette extérieure exposée aux fluctuations du taux de change en 2023 est de **37,08%** contre **40,46%** en **2022**. Elle est donc en nette baisse comparée aux deux exercices budgétaires antérieurs. Le portefeuille de la dette publique est relativement moins exposé au risque de change en raison du poids de plus en plus important de l'endettement intérieur libellé en monnaie locale. Les principales devises de l'endettement extérieur sont le DTS (**11,50%**) et le dollar (**18,10%**).

4.1.6- Analyse du risque de refinancement

La projection du profil de remboursement de la dette publique signale un risque de refinancement en 2025. Celui-ci s'explique par la hausse de la dette intérieure alimentée par les émissions des Titres Publics massivement organisées en 2023. Une stratégie de mitigation de ce risque a déjà été élaborée. Elle consiste d'une part, pour la dette intérieure à utiliser les instruments de marché à longue maturité et d'autre part, pour la dette extérieure à faire recours aux financements hautement concessionnels.



Figure 15 : Profil de la dette publique 2023-2028



Source : DDPE

L'analyse de l'allure de cette projection atteste des fortes probabilités de risque de financement entre 2024 à 2026. Celui-ci s'explique par les Titres Publics de courtes maturités massivement mobilisés sur le marché dans les années antérieures pour financer les besoins de la trésorerie. Une révision de la stratégie de mobilisation des ressources sur le marché s'avère nécessaire pour éviter des probabilités de tensions de trésorerie accentuée dans les années à venir.

4.2- Renforcement des capacités et formations

La bonne gestion de la dette nécessite des compétences techniques et spécialisées. C'est dans cette optique que, chaque année, les cadres de la DDPE ne cessent d'être formés sur les nouveaux outils des standards internationaux. Ces formations sont faites, soit en présentiel, soit par visioconférence.

Tableau 23 : Récapitulatif des formations et ateliers en 2023

Thèmes	Dates	Objectifs
Séminaire de TOFE sur le traitement des transactions non-monétaires et autres flux économiques selon le Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2014 (MSFP14)	24 au 28 avril 2023 à Kinshasa, RDC (AFRITAC Centre)	Connaître des transactions non-monétaires et autres flux économiques selon le Manuel des Statistiques des Finances Publiques
Marché des Titres Publics	17 au 20 mai 2023 à Bangui (Assistance de la BEAC)	Maîtriser le Marché des Titres Publics
Atelier sur l'élaboration d'un Plan Annuel de Financement annuel et l'élaboration d'une Stratégie de Gestion de la dette à Moyen Terme	26 au 30 juin 2023 à Genève, (BM, FMI et CNUCED)	Connaître l'élaboration d'un Plan Annuel de Financement annuel et l'élaboration d'une Stratégie de Gestion de la dette à Moyen Terme
Atelier sur la responsabilité, la transparence et la communication des statistiques	04 au 06 septembre 2023 à Kigali, Rwanda	Connaitre l'importance de la fiabilité des données et la transparence dans les statistiques.
Réunion des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale	09 au 15 octobre 2023 à Marrakech Maroc	Débattre des grands défis auxquels le monde est confronté.
Marché des Titres Publics	23 octobre au 03 novembre 2023 à Bangui (Assistance de la BEAC)	Maîtriser le Marché des Titres Publics
Elaboration du Programme Annuel d'émission des valeurs du Trésor Public et gestion du risque de refinancement.	06 au 10 novembre 2023 Bangui	Maîtriser l'élaboration du Programme Annuel d'émission des valeurs du Trésor Public et gestion du risque de refinancement
Formation sur la résilience de la dette et nouvelle source de financement	13 au 17 novembre 2023 à Nairobi Kenya (ALSF)	Connaitre les nouvelles sources de financement.
Dialogue sur le renforcement des capacités de gestion de la dette avec les responsables des bureaux de gestion de la dette en Afrique	Le 15 décembre 2023 Abuja-Nigeria	Renforcement de capacité et création de plate-forme des gestionnaires de la dette.

Source : DDPE

CONCLUSION

En somme, l'année budgétaire 2023 s'est achevée avec un stock de la dette publique de **898,57 Milliards FCFA** contre **FCFA 768,59 Milliards** en 2022.

Le taux d'endettement public est passé de **50,17%** en 2022 à **53,77%** en 2023, Soit une variation de **3,6** points. Celle –ci a été influencée par les levés de fonds à travers les Titres Publics (**122,66 Milliards FCFA**) et les décaissements des créanciers intérieurs et extérieurs (FMI **15,55 Milliards**, Arabie Saoudite **9,58 Milliards FCFA**, Afriland **4,2 Milliards FCFA**, **BADEA 2,14 Milliards** et dettes croisées **8,4 Milliards FCFA**).

Bien que le taux d'endettement ait connu une hausse à fin 2023, son évolution est toujours en dessous du seuil recommandé par la norme communautaire. Toutefois, l'augmentation significative du volume des émissions des Titres Publics en 2023 est susceptible d'engendrer des risques de refinancement à très court terme.

Toutefois, les ratios services de la dette sur les recettes totales (**33,64%**) et les recettes intérieures propres (**43,95%**) dépassent le seuil de la norme fixée à **20%**.

Cependant, le risque de change est en déclin avec l'augmentation de la dette intérieure car, la plupart des dettes du pays sont libellées en monnaie locale (**62,92%**). Néanmoins, il y'a un grand risque de refinancement en 2025. Car, la majorité des Titres émis sont de courte maturité.

Les règlements du service de la dette ont totalisé un montant de **56,64 Milliards FCFA** légèrement en deçà de la prévision du service qui est de **58,07 Milliards FCFA** découlant des tensions de trésorerie.

Les engagements de contribution du Gouvernement non honorés vis-à-vis des organismes internationaux ont cumulé un arriéré de **FCFA 42,65 Milliards**. Le non apurement de ce montant pourra faire perdre certaines prérogatives et avantages à la RCA en termes de renforcement de capacités dans le cadre du développement humain et de la prise de parole dans les Assises internationales.

La gestion de la dette publique est l'une des grandes priorités du pays, d'où nécessité de renforcer et de moderniser la structure en a la charge (la DDPE) en la dotant des moyens matériels et logiciel de travail, notamment l'appropriation du logiciel de gestion de la dette (SYGADE), la formation et la motivation de son personnel existant et le recrutement de nouveau personnel qualifié et spécialisé.



Aussi, le rythme d'endettement de plus en plus élevé dans le pays peut s'expliquer par l'absence d'une stratégie de la dette à moyen terme, l'inopérationnalisation des structures de coordination de gestion de la dette, le suivi exhaustif des emprunts publics et la circulation des informations entre les structures de gestion de la dette.

Outre le recours aux ressources d'emprunt qui ne cesse d'accroître continuellement le taux d'endettement du pays, le Gouvernement pourrait aussi entreprendre des actions et formuler des politiques lui permettant d'accroître le niveau de ses ressources propres à travers :

- l'élargissement de son assiette fiscale ;
- la contraction des dettes à impact positif sur la croissance économique.

Pour continuer de faire une meilleure gestion de dette, il est indispensable de :

- affecter des cadres compétents et motivés à la DDPE ;
- recycler les cadres de la DDPE sur les nouveaux outils d'analyse de la dette ;
- stabiliser et motiver par les primes (pour les travaux spéciaux) le personnel de la DDPE ;
- Accorder une prime sur les émissions des Titres Public à l'instar des pays de la sous-région ;
- Doter la DDPE par les moyens roulants et d'un nouveau bâtiment pouvant contenir tout le personnel.

ANNEXES



ANNEXE 1 : STOCK DE LA DETTE EN 2023

CREANCIERS	Encours Hors arriérés	Arriérés à fin Décembre 2023			Stock à fin DEC 2023
		Principal	Intérêts	Total	
DETTE BILATERALE	101 018,16	56 033,85	73 760,43	129 794,28	230 812,43
ARABIE SAOUDITE	41 738,06	224,47	611,73	836,20	42 574,26
ARGENTINE	0,00	5 987,22	13 428,94	19 416,16	19 416,16
ANGOLA	11 505,00	0,00	1 789,79	1 789,79	13 294,79
BANQUE POSTALE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CHINE	9 127,05	1 241,94	0,00	1 241,94	10 368,99
CONGO	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CT-CONSOLIDES	0,00	437,68	0,00	437,68	437,68
FRANCE (Autres)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GUINEE EQUATORIALE	0,00	3 000,00	586,50	3 586,50	3 586,50
INDE	25 379,89	742,26	191,60	933,86	26 313,75
IRAK	0,00	1 525,54	1 212,47	2 738,01	2 738,01
KOWEIT	12 081,04	10,11	60,43	70,54	12 151,58
LYBIE	0,00	7 012,00	1 114,56	8 126,56	8 126,56
SERBIE MONTENEGRO	1 187,12	281,25	7,10	288,35	1 475,47
TAIWAN	0,00	34 515,00	54 757,31	89 272,31	89 272,31
UAPT	0,00	1 056,37	0,00	1 056,37	1 056,37
DETTE MULTILATERALE	107 668,18	5 021,71	974,66	5 996,36	113 664,54
AID/BIRD	74 979,95	0,00	0,00	0,00	74 979,95
BADEA	6 668,11	66,65	0,90	67,54	6 735,66
BDEAC	6 606,45	0,00	0,00	0,00	6 606,45
FAD	9 390,27	0,00	0,00	0,00	9 390,27
FIDA	10 023,39	133,34	34,61	167,95	10 191,34
OFID	0,00	4 821,72	939,15	5 760,87	5 760,87
TOTAL EXTERIEUR	208 686,34	61 055,55	74 735,09	135 790,64	344 476,98
FMI FEC	170 189,48	0,00	0,00	0,00	170 189,48
AFRILAND FIRST BANK	4 200,00	0,00	0,00	0,00	4 200,00
<i>FMI (DTS)</i>	85 453,90	0,00	0,00	0,00	85 453,90
Autres dettes (Comptes de dépôts)	0,00	1 554,00	0,00	1 554,00	1 554,00
BEAC	80 484,20	0,00	0,00	0,00	80 484,20
Bques cciales titrisées	8 493,91	0,00	0,00	0,00	8 493,91
Dettes cciales fournisseurs	0,00	227,11	0,00	227,11	227,11
Dettes croisées	0,00	8 400,01	0,00	8 400,01	8 400,01
Dettes sociales	0,00	15 260,78	0,00	15 260,78	15 260,78
EMIS.TITRES.BONS	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
EMIS.TITRES OBLIGATIONS	169 331,75	0,00	0,00	0,00	169 331,75
TOTAL INTERIEUR	528 653,24	25 441,90	0,00	25 441,90	554 095,14
TOTAL GENERAL	737 339,58	86 497,45	74 735,09	161 232,53	898 572,11



ANNEXE 2 : SITUATION DES CREANCES DES EPIC/EPA

DESIGNATION	CREANCE DE L'ENTITE SUR L'ETAT
Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC)	2 269 054 050
ONI (Office National d'Informatique)	2 269 054 050
ONM (Office National du Matériel)	0
Etablissement Public Administratif(EPA)	2 014 021 916
ONASPORT	0
SODIAC (société de développement des infrastructures aéroportuaires en RCA)	0
Conseil des Chargeurs (CCAC)	0
MASCA (Mutuelle des Assurances Scolaires)	790 000 000
ONPE (Office National des Postes)	0
ORCCPA (Office de Régulation du Secteur du Café)	0
UCM (Unité de Cession de Médicaments)	0
CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale)	0
LNBT (Laboratoire National de Bâtiments et des Travaux Publics)	0
ACFPE (Agence Centrafricaine pour la Formation Professionnelle et l'Emploi)	0
ACER	0
ANAC (Autorité Nationale d'Aviation Civile)	0
ANDE (Agence Nationale de Développement de l'Elevage)	0
ANEA (Agence Nationale de l'Eau et d'Assainissement)	0
FDM (Fonds de Développement Minier)	0
ANR (Agence Nationale de la Radioprotection)	0
ARCEP (Agence de la Régulation de Téléphonie)	1 207 801 916
100 Logements	0
FAEU (Fonds Africain pour l'Equipement et l'Urbanisme)	0
FDF (Fonds de Développement Forestier)	0
FER (Fonds Routiers)	0
Office National de Coton (ONC)	16 220 000
MAIRI DE BANGUI	0
FNE (Fonds National de L'Environnement)	0
TOTAL	4 283 075 966

ANNEXE 3 : SITUATION DES EMISSIONS DE TITRES PUBLICS 2023

Instrument	Maturité	Dates d'émission	Dates d'échéance	Quantité de titres	Valeur faciale	Montant levé en Millions FCFA
<i>BTA</i>	<i>52 Semaines</i>	<i>20/03/2023</i>	<i>20/03/2024</i>	<i>500</i>	<i>1000000</i>	<i>500</i>
<i>BTA</i>	<i>52 Semaines</i>	<i>14/08/2023</i>	<i>14/08/2024</i>	<i>5000</i>	<i>1000000</i>	<i>5 000</i>
<i>BTA</i>	<i>26 Semaines</i>	<i>02/05/2023</i>	<i>01/11/2023</i>	<i>7175</i>	<i>1000000</i>	<i>7 175</i>
<i>BTA</i>	<i>26 Semaines</i>	<i>14/08/2023</i>	<i>14/02/2024</i>	<i>5000</i>	<i>1000000</i>	<i>5 000</i>
<i>OTA</i>	<i>3 ans</i>	<i>30/01/2023</i>	<i>01/02/2026</i>	<i>6 57930</i>	<i>10 000</i>	<i>6 579,3</i>
<i>OTA</i>	<i>3 ans</i>	<i>13/03/2023</i>	<i>01/02/2026</i>	<i>1 000 000</i>	<i>10 000</i>	<i>0</i>
<i>OTA</i>	<i>3 ans</i>	<i>10/04/2023</i>	<i>01/02/2026</i>	<i>161500</i>	<i>10 000</i>	<i>1 615</i>
<i>OTA</i>	<i>3 ans</i>	<i>08/05/2023</i>	<i>01/02/2026</i>	<i>615830</i>	<i>10 000</i>	<i>6 158,3</i>
<i>OTA</i>	<i>3 ans</i>	<i>12/06/2023</i>	<i>14/06/2026</i>	<i>671655</i>	<i>10 000</i>	<i>6 716,56</i>
<i>OTA</i>	<i>3 ans</i>	<i>26/06/2023</i>	<i>14/06/2026</i>	<i>500000</i>	<i>10 000</i>	<i>5 000</i>
<i>OTA</i>	<i>3 ans</i>	<i>29/11/2023</i>	<i>29/11/2026</i>	<i>1500000</i>	<i>10 000</i>	<i>15 000</i>
<i>OTA</i>	<i>4 ans</i>	<i>20/02/2023</i>	<i>22/02/2027</i>	<i>389200</i>	<i>10 000</i>	<i>3 892</i>
<i>OTA</i>	<i>4 ans</i>	<i>22/05/2023</i>	<i>22/05/2027</i>	<i>502230</i>	<i>10 000</i>	<i>5 022,3</i>
<i>OTA</i>	<i>4 ans</i>	<i>14/08/2023</i>	<i>16/08/2027</i>	<i>1000000</i>	<i>10 000</i>	<i>10 000</i>
<i>OTA</i>	<i>4 ans</i>	<i>18/09/2023</i>	<i>16/08/2027</i>	<i>750000</i>	<i>10 000</i>	<i>7 500</i>
<i>OTA</i>	<i>4 ans</i>	<i>27/11/2023</i>	<i>29/11/2026</i>	<i>500000</i>	<i>10 000</i>	<i>5 000</i>
<i>OTA</i>	<i>5 ans</i>	<i>14/08/2023</i>	<i>16/08/2028</i>	<i>500000</i>	<i>10 000</i>	<i>5 000</i>
<i>OTA</i>	<i>5 ans</i>	<i>25/09/2023</i>	<i>16/08/2028</i>	<i>1000000</i>	<i>10 000</i>	<i>10 000</i>
<i>OTA</i>	<i>6 ans</i>	<i>09/10/2023</i>	<i>11/10/2023</i>	<i>1000000</i>	<i>10 000</i>	<i>10 000</i>



ANNEXE 4 : DECAISSEMENT

Libellé	Janvier	Février	Mars	avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Octobre	Novembre	Décembre	Total
Extérieur	0,00	2 142,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 553,27	0,00	17 695,41
Multilatérale	0,00	2 142,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 553,27	0,00	17 695,41
BADEA	0,00	2 142,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 142,14
FMI FEC	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 553,27	0,00	15 553,27
Intérieur	6 579,30	3 892,00	500,00	1 615,00	11 180,60	11 716,55	0,00	25 000	32 175,00	10 000,00	24 200,00	0,00	126 858,45
<i>Intérieur</i>	6 579,30	3 892,00	500,00	1 615,00	11 180,60	11 716,55	0,00	25 000	32 175,00	10 000,00	24 200,00	0,00	126 858,45
AFRILAND											4 200,00		4 200,00
EMIS.TITRES.BONS	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000	7 175,00	0,00	0,00	0,00	17 675,00
EMIS.TITRES.OTA	6 579,30	3 892,00	0,00	1 615,00	11 180,60	11 716,55	0,00	15 000,00	25 000,00	10 000,00	20 000,00	0,00	104 983,45
Total général	6 579,30	6 034,14	500,00	1 615,00	11 180,60	11 716,55	0,00	25 000	32 175,00	10 000,00	39 753,27	0,00	144 553,86



ANNEXE 5 : REGLEMENT 2023

Libellé	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Extérieur	0	1 491 281 472	96 981 871	288 350 935	247 522 467	1 229 475 692	457 359 340	298 747 705	24 262 682	0	250 819 972	1 132 847 171	5 517 649 307
Bilatérale	0	323 023 711	0	288 350 935	165 564 596	0	0	291 747 397	0	0	0	0	1 068 686 639
ARABIE SAOUDITE	0	323 023 711	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	323 023 711
ANQUE POSTALE	0	0	0	0	165 564 596	0	0	0	0	0	0	0	165 564 596
SERBIE MONTENEGRO	0	0	0	288 350 935	0	0	0	291 747 397	0	0	0	0	580 098 332
Multilatérale	0	1 168 257 761	96 981 871	0	81 957 871	1 229 475 692	457 359 340	7 000 308	24 262 682	0	250 819 972	1 132 847 171	4 448 962 668
AID/BIRD	0	1 027 321 690	0	0	81 957 871	901 656 649	0	0	0	0	81 685 558	959 700 000	3 052 321 768
FAD	0	7 025 208	0	0	0	0	32 536 379	7 000 308	24 262 682	0	32 015 077	0	102 839 654
FIDA	0	27 514 575	88 064 536	0	0	0	110 868 231	0	0	0	137 119 337	173 147 171	536 713 850
INTERIEUR	2 309 746 558	429 705 062	2 027 460 841	335 313 020	7 885 327 575	4 229 640 161	2 309 746 557	16 644 117 561	9 027 460 839	2 724 703 856	1 285 904 920	1 913 316 039	51 122 442 990
Intérieur	2 309 746 558	429 705 062	2 027 460 841	335 313 020	7 885 327 575	4 229 640 161	2 309 746 557	16 644 117 561	9 027 460 839	2 724 703 856	1 285 904 920	1 913 316 039	51 122 442 990
FMI FEC	1 975 112 700	95 071 204	1 135 333 100	679 162	773 171 217	3 337 512 420	1 975 112 700	95 071 204	1 135 333 100	0	776 271 064	1 021 188 300	12 319 856 171
BEAC	0	0	557 493 883	0	0	557 493 883	0	0	557 493 883	0	0	557 493 883	2 229 975 534
EMIS. TITRES. BONS (BTA)	0	0	0	0	5 000 000 000	0	0	0	7 000 000 000	0	175 000 000	0	12 175 000 000
INTERETS OBLIG. TITRES	0	0	0	0	1 777 522 500	0	0	939 412 500	0	2 390 070 000	0	0	5 107 005 000
OTA	0	0	0	0	0	0	0	15 275 000 000	0	0	0	0	15 275 000 000
Total général	2 309 746 558	1 920 986 534	2 124 442 712	623 663 955	8 132 850 042	5 459 115 854	2 767 105 897	16 942 865 266	9 051 723 521	2 724 703 856	1 536 724 892	3 046 163 210	56 640 092 297



TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES FIGURES	iv
PRÉFACE	v
CHIFFRES CLES	vi
INTRODUCTION	1
I- NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D’EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS.	3
1.1-Négociations, renégociations d’emprunts	3
1.2 Emissions de Titres Publics.....	4
Tableau 1 : Emission des titres publics et taux de réalisation en 2023.....	5
Figure 1 : Emission des titres publics en 2023	6
II- GESTION DES DONNEES DE LA DETTE PUBLIQUE	6
2.1. Processus d’endettement	6
2.1.1. Pour le financement extérieur	7
2.1.2. Pour le financement intérieur	7
2.2. Processus de décaissement	8
2.3. Processus de règlement	8
2.4- Enregistrement de nouveaux emprunts	8
2.5- Décaissements.....	9
Tableau 2 : Evolution des décaissements 2021 au 2023	9
Figure 2 : Evolution des décaissements 2021-2023	10
Tableau 3 : Evolution des Titres Publics levés par le Trésor Public entre 2021-2023	10
Figure 3 : Évolution des Titres Publics levés par le Trésor Public entre 2021-2023	11
2.6- Service de la dette	11
Tableau 4 : Service de la dette publique 2021-2023	11
Figure 4 : Evolution du service de la dette publique 2021-2023.....	12
2.7- Règlements de la dette publique à fin 2023	12
Tableau 5 : Règlements de la dette publique entre 2021 au 2023	12
Figure 5 : Evolution des règlements de la dette publique 2021-2023	13
Tableau 6 : Règlements en principal et intérêts en 2023	13
Figure 6 : Situation de règlements en principal et des intérêts de 2023	14
2.8- Situation des arriérés de la dette publique à fin 2023	14
Tableau 7 : Evolution des arriérés de la dette 2021-2023	14
Figure 7 : Evolution des arriérés de la dette publique 2021-2023.....	15
2.9- Evolution de l’encours de la dette publique.....	15



Tableau 8 : Évolution de l'encours de la dette publique (voir avec la base)	16
Figure 8 : Evolution de l'encours de la dette publique de 2021 à 2023	16
2.10- Evolution du stock de la dette publique	16
Tableau 9 : Stock de la dette 2021-2023	17
Figure 9 : Evolution du stock de la dette 2021-2023.....	18
2.11- Répartition du stock de la dette publique en 2023	18
Figure 10 : Répartition du stock de la dette publique en 2023	19
2.12-Structure du stock de la dette publique par devises	19
Tableau 10 : Stock de la dette publique par devises.....	19
Figure 11 : Répartition du stock de la dette par devises en 2023	20
III- AUTRES DETTES DE L'ETAT.....	20
3.1-Situation de la contribution de l'État auprès des organismes internationaux.....	20
Tableau 11 : Situation synthétique et partielle des contributions de l'Etat en 2023.....	20
3.2. Structure du portefeuille de l'Etat	20
Tableau 12 : Situation provisoire du portefeuille de l'Etat	21
Tableau 13 : Situation des dividendes.....	21
Tableau 14 : Situation des créances de l'Etat.....	22
Tableau 15: Dettes des établissements publics EPIC/EPA	22
3.3- Situation des dettes Croisées dues par l'État aux Sociétés.....	22
Tableau 16 : Situation des dettes dues par l'État.....	23
Tableau 17 : situation des dettes des entreprises à l'égard des organismes sociaux.....	24
3.4- Dettes des Sociétés d'Etat.....	24
Tableau 18 : Situation des dettes des Société d'Etat	24
Figure 12 : Situation de la dette des Sociétés d'Etat	25
Tableau 20 : Situation des dettes de la Mairie de Bangui (CS pour la correction).....	25
IV- ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS	26
4.1 Analyse de la viabilité de la dette publique.....	26
Tableau 21: Evolution du taux d'endettement de 2021 à 2023	26
4.1.1- Analyse de l'évolution du taux d'endettement public.....	26
Figure 13: Evolution des ratios de solvabilité 2021-2023.....	27
4.1.2- Analyse du ratio de solvabilité.....	27
Tableau 22: ratio de solvabilité de 2021 à 2023.....	27
Figure 14 : Evolution des ratios de solvabilité 2021-2023.....	28
4.1.3- Analyse des risques du portefeuille	28
4.1.4- Risque opérationnel	28
4.1.5- Risque de taux de change.....	29
4.1.6- Analyse du risque de refinancement	29
Figure 15 : Profil de la dette publique 2023-2028.....	30
4.2- Renforcement des capacités et formations.....	30



Tableau 23 : Récapitulatif des formations et ateliers en 2023.....	31
CONCLUSION.....	32
ANNEXES	34
ANNEXE 1 : STOCK DE LA DETTE EN 2023.....	35
ANNEXE 2 : SITUATION DES CREANCES DES EPIC/EPA	36
ANNEXE 3 : SITUATION DES EMISSIONS DE TITRES PUBLICS 2023	37
ANNEXE 4 : DECAISSEMENT.....	36
ANNEXE 5 : REGLEMENT 2023.....	37
TABLE DES MATIERES	39

